

TRÉSOR PUBLIC
TRÉSORERIE DE TRES. BORDEAUX CHU

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX

COMPTE FINANCIER

GESTION 2015

PRÉSENTÉ À

La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)

M BERNARD EICHENE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION

DU 01/01/2015 AU 10/05/2016

FICHE SIGNALTIQUE DE L'ETABLISSEMENT

NOM DE L'ETABLISSEMENT BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX CODE FINESS ENTITÉ JURIDIQUE 330781196
CATÉGORIE DE L'ETABLISSEMENT APPARTENANCE À UN GROUPEMENT, SYNDICAT
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT

STRUCTURE DE L'ETABLISSEMENT

COMPTE RÉSULTAT PRINCIPAL

Caractère EPRD Evaluatif

A0 DNA - CHU BORDEAUX
B0 LONG SEJOUR-CHU BORDEAUX-USLD
C0 ECOLE PARA MED-INSTITUT FORMA
E1 EHPAD -
E2 EHPAD2 -
P0 CAMSP - CHU BORDEAUX - CASMP

COMPTES RÉSULTATS ANNEXES

RENSEIGNEMENTS SUR LE MODE DE GESTION COMPTABLE DE L'ETABLISSEMENT

TRÉSORERIE GESTIONNAIRE DE L'ETABLISSEMENT TRES. BORDEAUX CHU
NUMÉRO CODIQUE DE L'ETABLISSEMENT 033018 CODE DE L'ETABLISSEMENT 10100



Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
Télécopieur : + 33 (0) 1 40 88 28 28
www.deloitte.fr

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux

Etablissement public de santé

12, rue Dubernat
33400 Talence

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux membres du conseil de surveillance,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil de surveillance, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels du Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directeur. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous précisons que votre établissement n'étant pas tenu précédemment de désigner un commissaire aux comptes pour l'exercice 2014, les comptes de l'exercice 2014 n'ont pas fait l'objet d'une certification.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les stocks de médicaments transférés dans les services (« stocks déportés ») sont considérés consommés en totalité à la clôture de l'exercice. Ils n'ont donc pas fait l'objet d'un inventaire, d'une valorisation et d'une comptabilisation dans les comptes clos au 31/12/2015. En l'absence d'éléments mis à notre disposition justifiant l'évaluation des stocks déportés, nous ne sommes pas en mesure d'apprecier le caractère significatif du montant non comptabilisé en stocks à la clôture.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes annuels sont, au regard de l'instruction comptable M21, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « CHANGEMENTS COMPTABLES » de l'état PF1 de l'annexe, qui expose le traitement des changements de méthodes et des corrections d'erreurs survenus au cours de l'exercice et relatifs notamment à la correction des durées d'amortissements des immobilisations, à la reprise de certains produits constatés d'avance, au changement de méthode de calcul de la provision pour gros entretien, au changement de méthode concernant la provision CNRACL.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations auxquelles nous avons procédé, outre celles ayant conduit à la réserve mentionnée ci-dessus :

Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, le paragraphe « CHANGEMENTS COMPTABLES » de l'état PF1 de l'annexe expose les changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs survenus au cours de l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre établissement, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ces changements et corrections et de la présentation qui en est faite.

Votre établissement constitue des provisions et procède à des estimations, telles que décrites dans l'état PF1 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par

l'établissement, telles que décrites dans cette note de l'annexe, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier.

Bordeaux, le 19 mai 2016

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Mathieu REROMAT

I envoi

SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
1ERE PARTIE : COMPTES ANNUELS	6
1 BILAN	7
2 COMPTE DE RESULTAT DE L'ÉTABLISSEMENT	12
3 ANNEXE	16
3.1 Faits caractéristiques de l'exercice, principes et méthodes comptables	17
3.2 Note relative aux postes de bilan	18
3.3 Note relative au compte de résultat	35
3.4 Autres informations	40
2EME PARTIE : ANALYSE DE L'EXECUTION DE L'ETAT DES PREVISIONS DE RECETTES ET DE DEPENSES	41
1 EXECUTION DE L'EPRD	42
1.1 Situation synthétique des prévisions et réalisations	43
1.2 Situation détaillée des prévisions et réalisations	53
2 LES RESULTATS	110
3 AFFECTATION DES RESULTATS	139
4 GESTION PATRIMONIALE ET FINANCIERE	146
4.1 La balance des comptes	147
4.2 Les valeurs inactives	288
5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	290
3EME PARTIE : SIGNATURES	304

ÉTATS CONSTITUTIFS DE L'ANNEXE (1ère PARTIE)

⇒⇒⇒ Faits caractéristiques de l'exercice, principes et méthodes comptables

- Principes et méthodes comptables (état PF1)
- Faits caractéristiques de l'exercice(état PF2)
- Circonstances qui empêchent de comparer d'un exercice sur l'autre certains postes (état PF3)

⇒⇒⇒ Note relative aux postes de bilan

- Tableau des immobilisations (état BI1)
- Tableau des amortissements (état BI2)
- Variation des capitaux propres (état BI3)
- Tableau synthétique des provisions pour risques et charges et des dépréciations (état BI5)
- Tableau synthétique des subventions d'équipement transférables (état BI6)
- Restes à recouvrer amiable et contentieux (état BI7)
- Restes à recouvrer amiable et contentieux, au 31 décembre, sur hospitalisés et consultants (état BI8)
- Etat de la dette financière à long et moyen terme¹ (état BI9)
- Informations complémentaires sur l'état de la dette financière à long et moyen terme (état BI10)
- État des participations au 31 décembre de l'exercice(état BI11)
- Évaluation et comptabilisation des stocks (état BI12)
- Tableau synthétique des valeurs mobilières de placement (état BI12)

⇒⇒⇒ Note relative au compte de résultat

- Éléments significatifs explicitant les comptes (état CR1)
- Etat synthétique des subventions d'exploitation et des contributions accordées par l'établissement (état CR2)
- Détail des produits de l'activité hospitalière (état CR3)

⇒⇒⇒ Autres informations

- Etat des engagements hors bilan autres que les instruments de couverture de la dette à long terme (état AI1)
- Honoraires du commissaire aux comptes (état AI2)
- Tableau synthétique des effectifs (état AI3)
- Événements significatifs postérieurs à la clôture (état AI4)
- Information sur les aspects environnementaux (état AI5)

(1) À remplir en commun par l'ordonnateur et le comptable.

ÉTATS CONSTITUTIFS DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (2ième PARTIE)

- Tableau des provisions réglementées, des provisions pour risques et charges et des dépréciations (état IC1)
Méthodes utilisées pour le calcul des amortissements des immobilisations entrées dans le patrimoine au cours de l'exercice (état IC2)
- Détail et évaluation des valeurs mobilières de placement (état IC3)
- État des subventions d'exploitation et contributions accordées par l'établissement (état IC4)
- Restes à recouvrer des exercices courant et antérieurs (état IC5)
- Restes à recouvrer, au 31 décembre, sur hospitalisés et consultants (état IC6)
- État récapitulatif des charges sur exercices antérieurs¹ (état IC7)

(1) À remplir en commun par l'ordonnateur et le comptable.

TIERE PARTIE :
COMPTES ANNUELS

- 1 -

BILAN

État BI

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX

COMPTE FINANCIER 2015

BILAN

	ACTIF	EXERCICE N		EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	
	IMMobilisations incorporelles :			
	Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00
	Frais d'études, de recherche et développement	125 767,75	12 680,77	32 167,02
	Concessions et droits similaires, brevet, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	1 295 791,55	1 295 679,72	172,83
	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00
	IMMobilisations corporelles :			
	ACTIF			
	Terrains	22 941 537,94	13 565 209,29	9 376 328,65
	Constructions	617 223 722,29	389 074 715,71	228 149 006,58
	Installations techniques, matériel et outillage industriel	204 362 623,95	156 789 170,67	47 573 453,28
	Autres immobilisations corporelles	95 277 816,55	69 977 091,94	25 884 354,56
	Immobilisations corporelles en cours	44 435 248,92	0,00	44 435 248,92
	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations affectées ou mises à disposition	0,00	0,00	0,00
	IMMobilisations financières :			
	IMMOBILISÉ			
	Participations et créances rattachées à des participations	616 816,11	438 400,00	178 416,11
	Autres titres immobilisés	877,64	0,00	877,64
	Prêts	0,00	0,00	0,00
	Autres	7 708,13	0,00	7 708,13
	TOTAL I	986 287 910,83	631 152 948,10	355 134 962,73
				327 806 523,15

Etat BI

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018
 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU
 ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX

COMpte FINANCIER 2015

BILAN		PASSIF	EXERCICE N	EXERCICE N-1
		APPORTS	69 834 528,16	69 686 942,03
		RÉSERVES :		
		Excédents affectés à l'investissement	127 751 741,17	122 370 894,57
		Réserve de trésorerie	47 190 822,76	47 190 822,76
		Réserves de compensation	87 226,54	87 226,54
		REPORT À NOUVEAU :		
		Report à nouveau excédentaire	590 048,30	4 021 525,59
		Report à nouveau déficitaire	-51 562 804,64	-41 247 175,07
		RÉSULTAT DE L'EXERCICE (EXCÉDENT OU DÉFICIT)	-3 654 130,16	-3 342 949,74
		SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	33 394 780,91	31 608 910,98
		PROPRIÉTÉS	12 241 031,00	9 562 358,15
		PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0,00	0,00
		DROITS DE L'AFFECTANT		
		TOTAL I	235 873 244,04	239 938 555,81

Etat BI



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX

COMPTE FINANCIER 2015

BILAN

		ACTIF		EXERCICE N		EXERCICE N-1	
		STOCKS ET :	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET	
ACTIF	Matières premières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres approvisionnements	8 277 579,50	0,00	8 277 579,50	8 539 260,96	8 539 260,96	
	En-cours de production de biens	15 084,11	0,00	15 084,11	7 750,25	7 750,25	
	Produits	27 758,48	0,00	27 758,48	3 670,75	3 670,75	
	Marchandises	3 715 518,86	0,00	3 715 518,86	3 472 102,19	3 472 102,19	
	Autres stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	CRÉANCES D'EXPLOITATION :						
	Hospitalisés et consultants	5 786 946,08	2 428 371,37	3 358 574,71	3 584 605,70	3 584 605,70	
	Caisse pivot	123 847 575,92		123 847 575,92	124 844 102,89	124 844 102,89	
	Autres tiers payants	25 488 687,27		25 488 687,27	25 953 683,82	25 953 683,82	
CIRCULANT	Créances irrecoverables admises en non-valeur	0,00		0,00	0,00	0,00	
	Autres	11 631 882,54		11 631 882,54	18 673 079,28	18 673 079,28	
	CRÉANCES DIVERSES :						
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT						
	DISPONIBILITÉS						
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE						
	TOTAL II						
	CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	258 816 862,12	2 428 371,37	256 388 490,75	244 491 052,84	244 491 052,84	
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	1 458 333,35		1 458 333,35	1 666 666,68	1 666 666,68	
	DÉPENSES À CLASSER OU RÉGULARISER	0,00		0,00	0,00	0,00	
COMPTES DE RÉGULARISATION	DOTATIONS ATTENDUES	1 385 121,69		1 385 121,69	1 733 352,09	1 733 352,09	
	ÉCARTS DE CONVERSION D'ACTIF	0,00		0,00	0,00	0,00	
	TOTAL GÉNÉRAL	1 247 948 227,99	633 581 319,47	614 366 908,52	575 697 504,76	575 697 504,76	

Etat BI

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018
 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU
 ÉTABLISSEMENT : BUDGET GÉNÉRAL - CHU BORDEAUX

COMpte FINANCIER 2015

BILAN

		PASSIF	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			22 249 430,00	13 875 014,62
	PROVISIONS POUR RISQUES		25 930 241,61	16 879 058,88
	PROVISIONS POUR CHARGES		48 179 671,61	30 754 073,50
	TOTAL II			
	DETTE FINANCIÈRES :			
	Emprunts obligataires		47 000 000,00	27 000 000,00
	Emprunts auprès des établissements de crédit		113 984 751,27	110 313 150,90
	Emprunts et dettes financières divers		1 447 297,41	1 525 816,21
	Crédits et lignes de trésorerie		24 524 880,14	12 507 250,00
	DETTE D'EXPLOITATION :			
	Avances reçues		426 333,33	363 817,67
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		43 311 743,53	55 054 712,62
	Dettes fiscales et sociales		48 089 683,71	49 403 564,50
	DETTE DIVERSES :			
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		244 045,13	452 441,58
	Fonds déposés par les hospitaliers et hébergés		58 985,87	67 485,12
	Autres		24 304 120,66	25 131 676,49
	Produits constatés d'avance		21 240 294,97	18 256 326,00
	TOTAL III		324 632 136,02	300 076 241,09
	COMPTES DE RÉGULARISATION			
	RECETTES À CLASSER ET À RÉGULARISER CRÉDIT		5 681 856,85	4 928 724,36
	ÉCART DE CONVERSION PASSIF		0,00	0,00
	TOTAL GÉNÉRAL		614 366 908,52	575 697 594,76

- 2 -

COMPTE DE RESULTAT DE L'ÉTABLISSEMENT

Etat CR

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX

COMPTE FINANCIER 2015

Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues)¹

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
VENTE DE MARCHANDISES	74 439 331,31	87 428 313,31
PRODUCTION VENDUE	44 248 879,07	41 741 558,63
PRODUCTION STOCKÉE, DESTOCKAGE	31 421,59	2 962,36
PRODUCTION IMMOBILISÉE	0,00	0,00
PRODUITS DE L'ACTIVITÉ	905 217 645,09	880 650 398,71
SUBV D'EXPLOITATION ET PARTICIPATIONS	51 856 097,54	56 246 364,84
REPRISES SUR AMORT, DÉPRÉC ET PROVISIONS	6 019 419,97	6 786 488,33
TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	12 658 520,09	19 072 788,19
TOTAL I	1 094 471 314,66	1 091 928 874,37
CHARGES D'EXPLOITATION		
ACHATS DE MARCHANDISES	72 752 339,73	86 078 387,20
VARIATION DE STOCKS DE MARCHANDISES	-243 416,67	-1 103 200,80
ACHATS STOCKÉS MAT PREM ET FOURNITURES	0,00	0,00
VARIATION DE STOCKS MAT PREM ET FOURNIT	0,00	0,00
ACHATS STOCKÉS AUTRES APPROVISIONNEMENTS	106 231 993,36	104 142 034,70
VARIATION STOCKS DES AUTRES APPROVIS	261 681,46	-1 746 867,87
ACHATS NON STOCKÉS MAT ET FOURNITURES	122 122 856,18	119 508 230,07
SERVICES EXTÉRIEURS ET AUTRES	60 919 342,35	60 376 307,01
IMPÔTS ET TAXES SUR RÉMUNÉRATIONS	59 802 723,58	62 505 196,82
IMPÔTS TAXES ET VERST ASSIMILÉS AUTRES	55 774,72	56 985,73
RÉMUN ET AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	439 978 726,77	435 102 624,59
CHARGES SOCIALES	165 753 113,91	163 425 375,73
DOT AUX AMORT ET DÉPRÉC SUR IMMO	44 365 169,56	43 974 501,62
DOT AUX DÉPRÉC SUR ACTIF CIRCULANT	2 417 680,67	0,00
DOT AMORT, PROV, DÉPR RISQUES ET CHARGES	12 299 258,02	18 281 031,00
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	7 395 641,67	2 100 823,48
TOTAL II	1 094 112 885,31	1 092 701 429,28
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	358 429,35	-772 554,91
PRODUITS FINANCIERS		

¹ sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

Etat CR

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX

COMPTE FINANCIER 2015

Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues)¹

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
DE PARTICIPATIONS ET DES IMMOB FINANC	0,00	0,00
REVENUS DES VMP, ESCOMPTEES	0,00	0,00
REPRISE SUR PROVISIONS	0,00	0,00
TRANSFERTS DE CHARGES FINANCIÈRES	0,00	0,00
GAINS DE CHANGE	1 319,66	98,07
PRODUIT NET SUR CESSIONS DE VMP	0,00	11 523,00
TOTAL III	1 319,66	11 621,07
CHARGES FINANCIÈRES		
DOTATIONS AUX AMORT ET DÉPRÉCIATIONS	710 009,52	208 333,33
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	4 700 704,46	4 796 924,53
PERTES DE CHANGE	0,00	0,00
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VMP	0,00	0,00
TOTAL IV	5 410 713,98	5 005 257,86
2- RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-5 409 394,32	-4 993 636,79
3-RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)	-5 050 964,97	-5 766 191,70
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
PROD EXCEPT OP GESTION EXERCICE COURANT	6 654 300,35	10 309 716,61
PROD EXCEPT OP GESTION EXER ANTÉR	7 744 137,71	4 679 380,48
PROD EXCEP : OPÉRATIONS EN CAPITAL	2 851 516,50	1 640 003,86
REPRISES SUR PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	1 295 594,20	1 979 446,85
REPRISES SUR DÉPRÉC EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00
TRANSFERTS DE CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00
TOTAL V	18 545 548,76	18 608 547,80
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
CHARGES EXCEPT EXERCICE COURANT	2 006 431,63	7 237 889,19
CHARGES EXCEPT EXERCICES ANTÉRIEURS	10 932 679,13	7 940 364,29
CHARG EXCEPT SUR OPÉRATIONS EN CAPITAL	235 108,19	580 832,36
DOTATIONS AUX PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	3 974 495,00	426 220,00
DOT AUX AMORT ET AUTRES DÉPRÉC EXCEPTION	0,00	0,00
TOTAL VI	17 148 713,95	16 185 305,84
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 396 834,81	2 423 241,96

¹ sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GÉNÉRAL - CHI BORDEAUX

COMPTÉ FINANCIER 2015

Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues) ¹

5- TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+V)

6 TOTAL DES CHARGES (II+IV+VII)

THE HISTORY OF THE CHURCH IN THE MIDDLE AGES (H.IV-VI)

- 3 -

ANNEXE

- 3.1 -

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE,

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

COMpte FINANCIER 2015

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE, PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES (PF1)

PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes sont établis dans le respect des principes comptables, afin de donner une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'établissement et de garantir la qualité et la compréhension de l'information.

Ces principes comptables sont :

- le principe de continuité d'activité,
- le principe de régularité et de sincérité,
- le principe de prudence,
- le principe de permanence des méthodes,
- le principe d'intangibilité du bilan d'ouverture,
- le principe de non compensation.

Les comptes annuels sont établis conformément au référentiel comptable applicable constitué par l'instruction budgétaire et comptable M21. L'arrêté du 16 juin 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M21 des établissements publics de santé, modifié par l'arrêté du décembre 2015, comporte en annexe les tomes I et II. L'arrêté du 19 décembre 2014 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M21 des établissements publics de santé modifié par l'arrêté du 10 décembre 2015 complète la démarche de mise à jour initiée par l'arrêté du 16 juin 2014 précisant, en diffusant le tome II (la tenue des comptabilités). Le tome III est applicable dès l'exercice 2014 et intègre dans le référentiel comptable, le guide de fiabilisation des comptes des établissements publics de santé diffusé par la circulaire interministérielle N°DGOS/DGFiP/PF/ICL1B/2011/391 du 10 octobre 2011 relative au lancement du projet de fiabilisation des comptes de l'ensemble des établissements publics de santé, complété de fiches comptables.

Ces fiches présentent à la fois les évolutions comptables reprises dans l'instruction M21 (tomes I, II et III) et des dispositions transitoires destinées à permettre la fiabilisation des comptes. Ces dispositions transitoires doivent être respectées par l'ensemble des intervenants de la chaîne de production des états financiers (ordonnateurs, comptables publics, agences régionales de santé, directions régionales des finances publiques, commissaires aux comptes).

En plus du compte de résultat principal, le Centre Hospitalier de BORDEAUX est doté de six comptes de résultat annexes (CRA) :

- CRA A : Dotation non affectée aux services hospitaliers et des services industriels et commerciaux
- CRA B : Unités de soins de longue durée
- CRA C : Ecoles et instituts de formation des professionnels paramédicaux et des sages-femmes

CRA E1 : Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Lormont

CRA E2 : Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Jardin de l'Alouette de Pessac

CRA P : Autres activités sociales et médico-sociales relevant de l'article 312-1 du CASF - Le CAMPS polyvalent est le centre d'action médico-sociale précoce -CAMSP.

En clôture, des opérations de remboursement interviennent entre budgets. Ces neutralisations sont tracées au sein des comptes dédiés, sachant qu'aucun compte de résultat annexe ne peut recevoir de subvention d'équilibre du compte de résultat principal.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015. Sans déroger au principe d'annualité, l'établissement bénéficie d'un délai d'un mois supplémentaire pour clôturer. Cette période dite « journée complémentaire », visée par l'article R.61145-37 du Code de la santé publique, permet de régulariser certaines opérations de fin d'exercice ne pouvant matériellement être réalisées qu'après cette date, notamment en raison de justifications tardives et des délais inhérents aux procédures d'enregistrement comptable.

Les comptes sont présentés en euros.

METHODES ET REGLES D'EVALUATION

● Mode d'évaluation des immobilisations et amortissements

Immobilisations corporelles et incorporelles
 Conformément à la M21, sont inscrits en immobilisations les investissements :

- dont la valeur est supérieure à 800€ TTC et dont la durée de vie est supérieure à 1 an ;
- ainsi que ceux qui ont pour effet d'augmenter la durée de vie des biens immobilisés.

 Les immobilisations acquises à titre onéreux sont valorisées pour leurs coûts d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais accessoires), les immobilisations produites par l'établissement à leur coût de production et les dons d'immobilisation sont valorisés pour leur valeur vénale. Elles sont comptabilisées pour leur montant TTC.

Immobilisations financières
 Les titres de participation aux groupements et structures de coopération dotées d'une personnalité morale (GIE, GIP, GCS) sont comptabilisés pour le montant de l'apport.

Les créances rattachées à des participations intégraient comptablement le montant des prêts consentis aux groupements (apport en compte courant).

Les titres immobilisés (droit de propriété et créances), ainsi que les actions d'OPCM (libellées en euro, gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de l'UE) sont comptabilisés pour leur valeur au moment de leur donation au CHU de Bordeaux.

Amortissement

Le plan d'amortissement adopté par le CHU de Bordeaux fixe la durée ainsi que la méthode de calcul retenu pour chaque immobilisation à amortir. Il fixe également les catégories d'immobilisation arrêtées pour pratiquer l'amortissement par composants.

Le plan d'amortissement général retenu par le CHU de Bordeaux est le suivant :

Immobilisation	Méthode	Durée	Observations
Bâtiments/construction sur sol propre	Linéaire	25 ans	
Aménagement/voitures	Linéaire	20 ans	
Installation générale agencement et aménagement des constructions (GAAC)	Linéaire	7 ans	
Ascenseur / monte-chargé	Linéaire	15 ans	
Équipement biomédical	Linéaire	8 ans	Pour les CODE ONEH : 4844 MOTEUR CHIRURGICAL 3700 ENDOSCOPE SOURCE 34002 ECHOSURGE 16012 SONDE ELECTRONIQUE EXTERNE 069222 SONDE TRANSOESOPHAGIENNE 16012 SONDE ENDOSCOPIQUE
Équipement biomédical courant à fragilité spécifique	Linéaire	2 ans	
Matériel informatique	Linéaire	5 ans	
Logiciels	Linéaire	5 ans	
Outilage	Linéaire	10 ans	
Automobiles et matériel roulant	Linéaire	10 ans	
Matériel hôtelier /mobilière	Linéaire	10 ans	
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans	

S'ajoute un plan adapté à la réalité des activités de recherche clinique, qui comptent parmi les missions d'un établissement hospitalo-universitaire. Ce plan décline des durées d'amortissement condensées :

Immobilisation	Méthode	Durée	Observations
Bâtiments sur sol propre	Linéaire	20 ans	
IGAAC (aménagements imposés par l'utilisation des matériels de recherche)	Linéaire	4 ans	
Matériel hôtelier /mobilière	Linéaire	5 ans	
Matériel biomédical de recherche clinique	Linéaire	2 ans	
Matériel informatique de recherche clinique	Linéaire	2 ans	
Outilage de recherche clinique	Linéaire	2 ans	
Logiciels de recherche clinique	Linéaire	2 ans	A l'exception des logiciels métier

Le plan d'amortissement commence à compter de la date de mise en service de l'immobilisation.

La méthode de l'amortissement linéaire est retenue par le CHU de Bordeaux : soit une annuité constante, excepté pour la première et la dernière annuité, qui font l'objet d'un calcul prorata temporis, en fonction de la date effective de mise en service.

Toute modification du plan d'amortissement initial est matérialisée par voie de décision du Directeur général.

Dépréciation

Aucune dépréciation de terrains ou d'immobilisations en cours n'est pratiquée.

Pour les immobilisations financières, une évaluation de la « valeur d'utilité » est menée en clôture et, dès lors que cette valeur constatée en fin d'exercice devient inférieure à la valeur d'entrée, une dépréciation s'avère constituée. Pour les participations et créances rattachées, une évaluation patrimoniale est appliquée. La quote-part détenue de l'actif net comptable du groupement est calculée (dernier exercice clos). Une dépréciation est inscrite si ce montant est inférieur à celui de la participation comptabilisée. Concernant les actions d'OPCM, c'est la valorisation boursière du portefeuille qui est retenue. Une dépréciation est constituée dès lors qu'une moins-value latente est constatée.

❸ Les stocks

Les stocks de matières premières, marchandises et approvisionnements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, intégrant les avoirs de l'année et les gratuïts, mais pas les remises de fin d'année sur le chiffre d'affaire représentant un montant non significatif au 31/12/2015. L'évaluation des stocks se fait selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré (CUMP) à chaque entrée en stock.

Les stocks de produits (en-cours ou finis) sont, quant à eux, évalués à leur coût de production.

Aucune valorisation des stocks déportés dans les services, notamment de médicaments, n'est réalisée pour 2015 mais les travaux en cours permettront cette valorisation en clôture 2016.

Dépréciation

Aucune dépréciation de stock n'est pratiquée pour 2015 mais les travaux en cours permettront une analyse plus approfondie et l'éventuelle comptabilisation d'une dépréciation.

❹ Les créances

Le caractère définitif de l'irrécoverabilité est constaté régulièrement au cours de l'exercice, quand le comptable démontre avoir réalisé l'ensemble des diligences requises mais qu'une impossibilité objectivée de recouvrer la créance est avérée. Il communique à l'ordonnateur du CHU de Bordeaux une liste détaillée des titres concernés, avec le récapitulatif des actions entreprises ayant conduit à la proposition d'admission en non-valeur (ANV), pour les montants les plus significatifs. L'ordonnateur matérialise son accord et constate une perte comptablement, ce qui permet de sortir la créance de l'actif circulant.

Dépréciation

Toutes les créances de plus de 3 ans d'ancienneté sont dépréciées intégralement. Les créances de moins de 3 ans font l'objet d'un traitement différencié en fonction de leurs débiteurs :

- hospitalisées et consultantes : l'estimation de la dépréciation est fondée sur l'évolution des créances dans le temps (rapport entre vie de la créance (RAR + ANV) sur le montant initial de la créance pour une année donnée).
- autres tiers payants et débiteurs : application de taux prudentiels en cohérence avec les volumes financiers observés mais qui fera l'objet d'une méthodologie affinée sur les exercices prochains.
- caisses, Etat et départements : aucune dépréciation sur les créances des personnes morales de droit public.

Les créances de l'année font l'objet d'une analyse fine, menée par débiteur et par créance.

❻ Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées dès leur notification. Lorsque les immobilisations sont amortissables, la reprise de la subvention d'investissement au compte de résultat est réalisée pour la fraction de la dotation aux comptes d'amortissement couverte.

❼ Les provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisations

Les dotations aux provisions réglementées pour renouvellement d'immobilisations sont uniquement constituées lors des notifications budgétaires de l'ARS d'aides financières destinées à couvrir les surcoûts d'exploitation générées par les investissements retenus dans des plans nationaux ou régionaux. Les reprises suivent le business plan arrêté institutionnellement, par projet, par l'établissement. Ce plan étant communiqué et/ou soumis à l'approbation de l'ARS voire du COPERMO (reconstruction du pôle ADEN).

⑤ Les provisions pour risques et charges

Provisions pour risques

Une provision est constituée par litige dès sa phase précontentieuse. L'évaluation financière, réalisée au cas par cas est documentée précisément (montant de factures contestées, demande d'indemnisation, frais d'avocat...); elle s'avère pondérée du degré de risque encouru par l'établissement. Une réévaluation du risque est établie à chaque clôture d'exercice et conduit à l'ajustement de la dotation ou à la reprise de la provision.

Cas particulier de la provision CNRACL

La provision pour le versement rétroactif des cotisations CNRACL dans le cadre de la validation des services suitée à titularisation est valorisée de la manière suivante : Nombre de dossiers ouverts au 31/12/n sur le site de la CNRACL, multiplié par le montant moyen versé (8K€ pour les années 2013 et 2014), pondéré d'un taux de renonciation constaté (96,43% pour 2015 mais ce taux sera affiné avec le temps).

Provision pour risques et charges sur emprunts

La méthode dite du "taux à la clôture" est retenue pour constituer le provisionnement, c'est-à-dire que le taux d'intérêt au 31/12/n est appliquée à l'ensemble des années de vie résiduelle de chaque emprunt.

Provision pour charges de personnel liée à la mise en œuvre du compte épargne temps (CET)

Le nombre de jours de congés donnant lieu à CET au 31/12/n est issu du système d'information.

Une analyse statistique des compteurs, fondée sur l'antériorité, est réalisée pour simuler le droit d'option de chaque agent. Cela permet d'évaluer la future répartition entre le nombre de jours qui sera monétisé (en charges à payer), de celui qui sera déposé sur les CET (en provision).

La provision est valorisée en comptabilisant le nombre de jours épargnés, valorisés des montants forfaitaires bruts, par jour fixé, par catégorie statutaire (cf. article 4 de l'arrêté du 17 avril 2014), majorés des cotisations patronales en vigueur (panel représentatif de bulletins de salaire).

Les taux appliqués pour l'exercice 2015 sont les suivants :

	Provision CET		Charges à payer taux courant de cotisations patronales
	Provision CET cotisations patronales en vigueur	Charges à payer	
Personnel non médical	Catégorie A 17%	24,75%	Congés annuels reportés Heures supplémentaires reportées ou payées Congés maladie-maternité
	Catégorie B 17%	24,75%	
	Catégorie C 17%	24,75%	
Personnel non médical Contractuel	Catégorie A 52,5%	51,74%	Charges à payer à constituer Rachat de points CNRACL
	Catégorie B 52,5%	51,74%	
	Catégorie C 52,5%	51,74%	
Personnel médical	50,35%	50,35%	Provision à constituer sur tous les dossiers ouverts auprès de la CNRACL

Cependant en raison de la partition post-clôture de la Fiche n°18 « *Les passifs sociaux dans les EPS* », le CHU n'a pas été techniquement en mesure de reclasser une partie de la provision (correspondant aux jours monétisables) en charges à payer comme nouvellement recommandé. En effet, les charges à payer touchant des chapitres limitatifs, seule une décision modificative transmise pour approbation à l'ARS, permet de majorer les comptes concernés.

La provision CET 2015 n'a donc pas été débassée des jours calculés comme monétisables. En revanche,

l'évaluation financière de ces jours reste conforme aux préconisations, à savoir que le nombre de jours épargnés

est valorisé des montants forfaitaires bruts par jour, fixés par catégorie statutaire, majorés d'un taux courant de cotisations patronales.

La provision CET 2015 n'a donc pas été reprise à hauteur du montant correspondant aux jours monétisables

	Nombre jours acquis au cours de l'exercice	Montants forfaitaires brut par jour	Nombre de jours monétisés	Valorisation charges à payer	Nombre de jours restant sur le CET	Valorisation provision	Total provision 2015
Personnel non médical fonctionnaire	Catégorie A 9 491	125	1 197	166 628	8 284	1 212 988	1 399 626
	Catégorie B 4 450	80	604	60 247	3 847	360 271	420 518
	Catégorie C 5 537	65	715	57 971	4 822	366 748	424 718
Personnel non médical fonctionnaire non titulaire	Catégorie A 2 569	125	383	68 920	2 235	426 054	495 015
	Catégorie B 515	80	68	8 196	447	54 534	62 730
	Catégorie C 621	65	87	8 582	534	52 889	61 471
Personnel médical	31 835	300	4 913	215 982	26 922	12 142 980	14 368 951
	55 047		7 946	26 656	47 101	14 616 524	17 223 029

En synthèse, voici résumé ci-dessous les règles comptables retenues pour les engagements sociaux :

Engagement social	Règles applicables au 31.12.2014	Règles applicables au 31.12.2015	Règles retenues pour l'estimation au 31.12.2011
CET récupérable	Constitution d'une provision	Constitution d'une provision	Nombre de jours épargnés, valorisés des montants forfaitaires bruts, par jour fixé, par catégorie statutaire, majorés des cotisations patronales en vigueur (panel représentatif de bulletins de salaire)
CET indemnisé	Constitution d'une charge à payer	Constitution d'une charge à payer	Nombre de jours épargnés et valorise des montants forfaitaires bruts par jour, fixes par catégorie statutaire, majorés d'un taux courant de cotisations patronales, impossible de constituer une charge à payer sur l'exercice. La valorisation correspondante a été maintenue en provision pour 2015
Congés annuels reportés	Constitution d'une charge à payer à constituer	Pas de passifs sociaux à comptabiliser (suite à la fiche 18 - passifs sociaux dans les EPS)	L'établissement n'autorise pas le report des jours de congés ou heures supplémentaires non consommés au 31 décembre hors CET et n'a donc pas comptabilisé de passifs sociaux
Heures supplémentaires reportées ou payées	Constitution d'une charge à payer à constituer	Pas de charges à payer à comptabiliser (suite au rattachement à la fiche 18 passifs sociaux dans les EPS)	Aucun passif social n'est comptabilisé pour les congés maladie, longue durée, maternité et accidents
Congés maladie-maternité	Constitution d'une charge à payer à constituer	Provision à constituer hors cotisations au titre des "années débutes infirmières, séages-femmes et assistantes sociales" suite à l'arrêt du conseil d'état du 12 février 2016	Nombre de dossiers ouverts au 31/12/2015 (hors cotisations au titre des "années débutes infirmières, séages-femmes et assistantes sociales"), valorisés du montant de versement moyen, pondérés du taux de renonciation constaté
Rachat de points CNRACL			

Provision pour gros entretiens ou grandes révisions

La provision pour gros entretien est articulée avec le Projet d'Etablissement approuvé en décembre 2015 et correspond au montant des travaux identifiés dans le Plan Pluriannuel Gros Entretien quadriennal, décliné par site du CHU de Bordeaux et par catégorie majeure de travaux.

Autres provisions pour charges

La provision de désamiantage est évaluée à partir de rapports, de devis ou de factures d'exercices précédents.

❷ Produits à recevoir

Tout produit connu, non titré et correspondant à un service fait avant le 31/12/n fait l'objet d'un rattachement sur l'exercice des lors que son montant est évaluable.

Cas particulier des séjours non clos au 31/12/2015 ou séjours dits « à cheval » sur deux exercices

La valorisation de chaque séjour est estimée selon la formule suivante :

$$\text{un séjour (RSS)} = (\text{NbJ} \times \text{PMCT-jour par UAM}) \text{ pour chaque RUM + SUPP + MO + DM}$$

Où :

- NbJ : nombre de journées de l'année n de chaque Résumé d'Unité Médicale (RUM) de ces séjours

- PMCT-jour par UAM : calcul de la recette moyenne journalière pour chaque unité médicale sur les 3 dernières années

- SUPP : valorisation des suppléments journaliers du séjour à cheval par UAM pour l'année n

* Pour les unités de soins intensifs (SI), de néonatalogie (NN1) et néonatalogie avec soins intensifs (NN2) : la valorisation des suppléments est obtenue en multipliant le nombre de journées réalisées par le tarif journalier supplément de l'année n

* Pour les unités de SC et SC pédiatrique : la valorisation des suppléments est obtenue en multipliant le nombre de journées réalisées, par le pourcentage de ces journées donnant effectivement lieu à supplément (conditionné), par le tarif journalier supplément de l'année n

* Pour les unités de REA, REA pédiatrique et NN3 : la valorisation des suppléments est obtenue en multipliant le nombre de journées réalisées, par le pourcentage de ces journées donnant effectivement lieu à supplément (conditionné), par le tarif journalier supplément de l'année n

* Pour les unités de SI ou NN2 (issus de REA ou NN3) : la valorisation des suppléments est obtenue selon la formule de calcul suivante : Valorisation suppléments = ((1-% supplément REA/NN3)*nombre de journées)* tarif journalier supplément année n

- MO : valorisation des molécules onéreuses dispensées sur le séjour non terminé au 31/12/n
- DMI : valorisation des dispositifs médicaux implantables posés le séjour non terminé au 31/12/n

Enfin, il est appliqué le taux moyen de prise en charge de l'exercice par l'assurance maladie pour finaliser la valorisation (source e-PMSI).

❸ Les produits constatés d'avance

Tout produit titré sur l'exercice mais se rapportant partiellement ou intégralement à un exercice ultérieur fait l'objet d'une mise en produits constatés d'avance à la clôture.

❹ Les charges constatées d'avance

Toute charge mandatée sur l'exercice en cours mais se rapportant partiellement ou intégralement à un exercice ultérieur fait l'objet d'une inscription en charges constatées d'avance à la clôture.

❻ Les charges à payer

Toute charge connue, non mandatée et correspondant à un service effectué avant le 31/12/n fait l'objet d'un rattachement de charge sur l'exercice dès lors que son montant est évaluable.

CHANGEMENTS COMPTABLES

❶ Changements d'estimation et de modalité d'application

Des changements méthodologiques ou de mode d'estimation ont été retenus afin d'obtenir des résultats plus pertinents :

Nouvelle méthodologie d'évaluation des dépréciations de créance

Le précédent mode de calcul des dépréciations de créances consistait en l'application de taux par année d'ancienneté, sans corrélation entre la dépréciation et le risque de non recouvrement. En clôture 2014, cette dépréciation représentait 1 013 651 €.
La nouvelle approche, présentée dans la partie « METHODES ET REGLES D'EVALUATION », prend en compte la vie des créances (ANV) et introduit une mesure du risque (approche par débiteur). De plus, les créances de l'année sont intégrées. Cette dépréciation affinée atteint 1 428 371 € pour 2015.

Comptabilisation des charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ont été recensées et comptabilisées sur l'exercice 2015. Elles s'élèvent ainsi à 247 786,26 € et concernent principalement des charges d'assurance de projets de recherche clinique, de abonnement et de relevances de logiciels.

Comptabilisation des nouvelles provisions

L'introduction d'une provision pour gros entretien (PGE) ainsi que la constitution d'une provision CNRACL (versements rétroactifs des cotisations suite à titularisation) s'apparentent à des changements de pratique tant sur le plan organisationnel que comptable. Ces deux provisions ont bénéficié de reprise en situation nette, respectivement pour 4,5M€ et 5,9M€.

❷ Changements de présentation

Lors de l'exercice 2015, certaines opérations ont été transférées d'un compte vers un autre compte modifiant ainsi la présentation du bilan ou du compte de résultat :

Transfer du Fonds d'intervention régional

Au cours de l'exercice 2014, le compte 7471 destiné à comptabiliser les dotations allouées dans le cadre du Fonds d'intervention régional (FIR) était inscrit en titres 3 de recettes à hauteur de 28 577 615 €.
En 2015, ce compte totalisant 29 127 262€, est transféré en titre 1 de recettes.

Financement de la MERRI étude médicale

La circulaire budgétaire n° DGOS/R1/2015/140 du 22 avril 2015 relative à la campagne tarifaire et budgétaire des établissements de santé pour 2015 a opéré une modification du périmètre des activités financées par la MERRI étude médicale (compensation partielle de la rémunération des internes en formation quel que soit leur établissement de stage). Cette MERRI intègre désormais des financements qui étaient, sur les exercices précédents, comptabilisés en titre 3 de recettes, soit un transfert de 6,9 M€ pour cet exercice.

Etablisssation des imputations comptables du c/1022 Compléments de dotation – État
Conformément à l'instruction ministérielle n° DGOS/RPF/1/DGFIP/CL1BICE1B/2015/78 du 16 mars 2015 relative à l'utilisation du compte 1022 « complément de dotation-Etat », le CHU a fiabilisé les opérations enregistrées sur ce compte depuis l'exercice 2011. Cette correction a pour impact un « transfert » de 18 191 € entre le c/1022 et le c/1028 compléments de dotation – Autres.

Modification du compte de tiers lors de la comptabilisation des produits à recevoir

En 2015, l'utilisation du compte c/4887 « Divers - produits à recevoir en remplacement » du c/4188 « Redevables Produits à recevoir – Autres » utilisé en 2014, a pour incidence de transférer les produits associés sur le poste de bilan « Créesances diverses » au détriment des « Autres créances d'exploitation ».

Reversements de crédits MERRI

Interrogée à propos de la validité juridique et comptable du dispositif prévu par la circulaire ministérielle DGOS / PF/2011/329 du 29 juillet 2011 relative à l'organisation de la recherche clinique et de l'innovation, la Direction Générale des Finances Publiques a clarifié de manière générale la comptabilisation des crédits MERRI versés au CHU mais devant faire l'objet d'un reversement à des tiers.

La réponse de l'administration centrale, en date du 21/09/2015, retient le schéma suivant :

- enregistrement des donatifs au c/731181 « Dotation missions d'intérêt général »
 - reversement comptabilisé au c/6578 « Autres subventions »
- Ces reversements correspondent à 5 362 924 € pour l'exercice 2015, 2 209 004 € qui passaient antérieurement sur le c/ 617 « Études et recherches » et 3 153 920 € sur le c/6718 « Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion ».

Comptabilisation des cotisations et adhésions
Historiquement, les cotisations ou adhésions étaient enregistrées sur le c/6181 « Documentation générale ». Cette affectation a été revue sur l'exercice 2015 :

- Les cotisations à des organisations donnant lieu à prestations s'enregistrent sur le c/6288 « Autres prestations diverses » pour 148 533 €.
- Les adhésions à des organisations ne donnant pas lieu à prestation se comptabilisent sur le c/6588 « Autres charges diverses de gestion courante » pour 20 695 €.
- Les appels à cotisations aux GCS figurent sur le c/652 « Contributions aux GCS » pour 136 437 €.

④ Corrections d'erreur

L'exercice 2015, première année de certification, a donné lieu à des corrections en situation nette. Chacune de ces corrections s'avère matérialisée par une décision du Directeur Général.

Les impacts de ces corrections sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

	1062 Excédent afférente à l'investissement	119 RAN déficitaire	Total
Décision 2016-004 - Modification durée amortissement	1 246 120 €	1 021 621 €	2 267 741 €
Décision 2016-006 - Subvention d'investissement	184 705 €		184 705 €
Décision 2016-008 - Fiche d'amortissement emportée	22 €		22 €
Décision 2016-012 - Produits constatés d'avance		2 603 518 €	2 603 518 €
Décision 2016-007 et 2016-015 - Provisions		-10 079 295 €	-10 079 295 €
Total impact	1 430 847 €	-6 454 157 €	-5 023 310 €

Etat PF2

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 3307781196

COMPTE FINANCIER 2015

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE (PF2)

Les faits caractéristiques de l'exercice 2015 sont les suivants :

- La première année de certification comptable par le Cabinet DELOITTE, conformément à l'arrêté du 1^e août 2014 fixant la liste des établissements publics de santé soumis à la certification des comptes à compter de l'exercice 2015 ;
- L'approbation par le Conseil de Surveillance en sa séance du 07/12/2015 du Projet d'établissement 2016-2020 ;
- La signature le 16 mars 2015 de la convention constitutive de la Communauté Hospitalière de Territoire « Alliance de Gironde », entre le Centre Hospitalier d'Arcachon, le Centre Hospitalier de Bazas, le CHU de Bordeaux, le Centre Hospitalier Charles Perrens, le Centre Hospitalier de Cadillac, le Centre Hospitalier de Haute Gironde-Blays, le Centre Hospitalier de Libourne, le Centre Hospitalier sainte-Foy la Grande et le Centre Hospitalier de Sud Gironde ;
- La mise en œuvre en décembre 2015 d'une chaudière biomasse exploitée conjointement avec le Centre Hospitalier Charles Perrens dont l'impact budgétaire ne sera perceptible qu'en 2016 ;
- L'impact de l'audit fiscal et social, induisant un remboursement exceptionnel de TVA et un dégrèvement de taxe sur les salaires ;
- L'apurement de l'actif suite à un recensement des biens immobiliers et une analyse du patrimoine menée fiche à fiche, pour vérifier l'adéquation du plan d'amortissement pratiqué au plan institutionnel arrêté ;
- La mobilisation de deux emprunts de 10 millions € et de 7,28 millions € auprès de la Banque Postale et d'un emprunt obligataire remboursable in fine de 20 millions € ;
- La modification du modèle MERRI fixe-modulable en 2015 qui a diminué les ressources allouées au CHU de Bordeaux de -4,4 millions €, à laquelle s'ajoute le nouveau calibrage de l'enveloppe allouée par l'ARS pour financer la Permanence des soins en baisse de -1,4 millions €.

Etat PF3

Noméro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRÉSORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTÉ FINANCIER 2015

❷ Postes du compte de résultat

CIRCONSTANCES QUI EMPECHENT DE COMPARER D'UN EXERCICE SUR L'AUTRE CERTAINS POSTES (PF3)

Impact de l'audit fiscal et social

Des écritures de régularisation de la TVA et de la taxe sur les salaires de l'exercice 2014 ont été enregistrées en 2015 à l'issue de l'audit fiscal et social : en dépenses à hauteur de 197 961 € et en recettes pour 5 688 672 € (respectivement 2 327 137 € pour la TVA et 3 361 535 € pour la taxe sur les salaires).

Calibrage à la baisse de dotations MIGAC-FIR d'un montant significatif et non anticipé

La part fixe de la MERRI, qui avait été calculée antérieurement au passage en tarification à l'activité (T2a), représentait 27 835 064 € fin 2010. La suppression progressive de la part dite « fixe » de la MERRI, à laquelle se substitue la part dite « modulable » a été initiée dès 2011 (21 635 566 €), s'est poursuivie en 2012, à 17 308 453 € ; 12 981 340 € en 2013 et en 2014, pour 8 654 226 €, tandis que la part modulable représentait 57 726 193 €. La modélisation aurait dû se poursuivre jusqu'en 2016 mais elle a été accélérée en 2015. La part fixe notifiée a été ainsi réduite de - 7 013 571 € et la part modulable majorée de + 2 657 068 €, induisant une perte de recettes très significative de - 4 356 503 €.

L'impact de la modélisation régionale de la permanence des soins en établissements de santé correspond à une forte baisse de -1 408 169 €, pour une dotation de 9 238 831 €.

Fin de l'impact dû à l'optimisation du codage réalisé par les techniciens d'information médicale

La modification des pratiques de codage, introduite en 2014 et reposant sur les T1M affectés au sein des pôles, médicaux s'était traduite par une augmentation de +15 655 724 € de la valorisation des GHS entre 2014 et 2013. Il avait donc été anticipé une majoration des recettes pour l'exercice 2015 qui prolongeait cette forte croissance. Il apparaît in fine que l'augmentation ne sera constatée qu'à hauteur de + 5 197 711 €, en déçà de - 8 363 555 € de l'EPRD/DN2.

Transfer de titre 3 en titre 1 du Fonds d'intervention régional
En 2014, le FIR était inscrit en titre 3 de recettes à hauteur de 28 527 787 €.

Inflexion de la file active traitée par médicaments NAAD anti-VHC

L'introduction en avril 2014 de médicaments rétrocédés traitant l'hépatite C avait généré une forte hausse des recettes de titre 3 (+ 45 564 905 €). Il était escompté que cette mise à disposition d'une nouvelle génération d'antiviraux d'action directe donnerait lieu à l'accueil de personnes porteuses d'infection VHC, dans des proportions analogues, et en année pleine, en 2015. Il apparaît que l'élargissement de la prescription à un plus grand nombre de centres, a permis cependant l'accès à ce traitement, induisant une surévaluation tant en recettes qu'en dépenses des montants inscrits à ce titre à l'EPRD.

Les recettes de rétrocéSSION s'avèrent en déçà de -12 988 982 € en 2015 par rapport à 2014 et les dépenses en déçà de -13 326 047 €.

Recours à l'intérim médical et création du compte 621

L'année 2015 a été marquée par le départ non annoncé d'anesthésistes réanimateurs. Pour assurer la continuité de l'activité opératoire, il a été décidé de recourir à des praticiens intérimaires, dans l'attente de procéder au recrutement de praticiens hospitaliers, soit un impact de +766 140,8 € au cf621.

- 3 . 2 -

NOTE RELATIVE AUX POSTES DE BILAN

Etat B10

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

COMPTES FINANCIERS 2015**NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN**

Les principales évolutions du bilan de l'exercice 2015 sont décrites ci-dessous :

❶ Evolution des immobilisations

Les immobilisations corporelles subissent l'impact des travaux d'inventaire et d'apurement de l'actif menés au cours de l'exercice 2015 :

Immobilisations	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations immobilières	Transfert des immobilisations en cours	Réforme	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Frais d'études et d'insertion	35 741 €	115 383 €	-44 679 €	125 768 €	129 792 €
Concessions et droits similaires	1 295 792 €			1 295	1 295
Total immobilisations incorporelles	1 331 532 €	115 383 €	-44 679 €	1 421 559 €	1 421 559 €
Terrains	21 745 255 €	1 216 990 €	-20 707 €	22 941 538 €	22 941 538 €
Constructions	672 128 230 €	2 066 323 €	41 729 142 €	-98 659 973 €	617 223 722 €
Installations techniques/ matériel et outillage industriel	222 468 213 €	8 341 908 €	-26 447 497 €	204 362 624 €	204 362 624 €
Autres immobilisations corporelles	96 158 204 €	6 627 423 €	-7 507 810 €	95 277 817 €	95 277 817 €
Immobilisations corporelles en cours	34 335 113 €	52 965 591 €	-42 965 455 €	44 435 249 €	44 435 249 €
Total immobilisations corporelles	1 046 335 014 €	70 001 245 €	-19 328 €	-132 675 987 €	984 240 949 €
Participations et créances rattachées à des participations	600 616 €	16 200 €		616 816 €	616 816 €
Autres titres immobilisés	878 €			878 €	878 €
Autres	9 158 €			7 708 €	7 708 €
Total immobilisations financières	610 652 €	16 200 €	-1 450 €	625 402 €	625 402 €
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 048 877 193 €	70 342 828 €	0 €	-132 722 116 €	936 287 910 €

Sous l'effet conjugué des réformes et de la mise en conformité des durées d'amortissement de l'ensemble des fiches d'actifs, au regard du plan d'amortissement arrêté institutionnellement, les amortissements connaissent une baisse significative :

Amortissements	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Réforme	Situation nette	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Frais d'études et d'insertion	3 574 €	21 763 €	-12 656 €		12 681 €
Concessions et droits similaires	1 295 619 €	61 €			1 295 680 €
Total immobilisations incorporelles	1 299 192 €	21 724 €	-12 656 €	1 308 360 €	1 308 360 €
Terrains	10 356 387 €	426 098 €	98 699 965 €	2 782 724 €	13 565 209 €
Constructions	468 708 564 €	23 955 693 €	-4 889 676 €	-4 889 676 €	389 074 716 €
Installations techniques/ matériel et outillage industriel	170 432 582 €	12 654 038 €	-26 234 146 €	-63 303 €	156 789 171 €
Autres immobilisations corporelles	70 273 849 €	7 307 317 €	-7 506 767 €	-97 506 €	69 977 092 €
Total immobilisations corporelles	719 771 483 €	44 343 346 €	-132 440 878 €	-2 267 763 €	629 406 188 €
TOTAL AMORTISSEMENT	721 070 675 €	44 365 170 €	-132 453 534 €	-2 267 763 €	630 714 548 €
Concernant les dépréciations, la participation détenue par le CHU dans le GIE ACCELENCE a été dépréciée compte tenu de la situation financière du GIE.					
❷ Evolution des capitaux propres					
Les capitaux propres de l'établissement évoluent corrétivement à l'affectation des résultats 2014 et des corrections en situation nette.					
Affectation résultat 2014					
Excedent affecté à l'investissement			3 950 000,00	-3 950 000,00	
Dotation			868 687,00		868 687,00
Correction imputation erronée			-741 100,00		-741 100,00
Dec° 2016-004 - Modification durée amortissement			1 246 120,00		1 246 120,00
Dec° 2016-006 - Subvention d'investissement			184 705,00		184 705,00
Dec° 2016-008 - Fiche d'amortissement finale			22,00		22,00
Dec° 2016-012 - Produits constatés d'avance				1 021 621,00	1 021 621,00
Dec° 2016-007 et 2016-015 - Provision					2 267 741,00
Résultat 2015					
Solde en clôture	69 834 528,00	175 029 750,00	590 048,00	-51 562 805,00	190 237 432,00

3.3 Evolution des subventions d'investissement

Ce poste évolue principalement du fait de l'enregistrement de nouvelles subventions, dont le solde des subventions attendues pour le projet gérontologie (Conseil départemental et CNSA) et de 1 141 045,77 € correspondant à l'opération HU LYRIC.

Subventions d'investissement	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Correction en situation nette	Diminution	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Etat et Etablissements Nationaux	3 055 057 €	938 000 €	292 728 €	-305 108 €	3 960 678 €
Écoles et Instituts de formation professionnelle	39 691 €	1 398 €	-14 710 €	76 379 €	
Autres	7 941 247 €	950 908 €	-328 195 €	-635 032 €	7 943 928 €
Départements	141 779 €		-4 712 €	-8 029 €	129 039 €
Autres collectivités et EPL	641 801 €	339 924 €	-4 634 €	-38 366 €	888 695 €
Versement taxe apprentissage	141 437 €			-27 532 €	113 905 €
FME/SPP	1 980 487 €	538 119 €	-11 678 €	-511 922 €	2 034 936 €
IMIGAC		105 000 €	-9 130 €	-10 776 €	85 094 €
Autres subventions	17 637 411 €	1 141 046 €	-125 483 €	-450 848 €	18 162 126 €
TOTAL SUBVENTIONS	31 608 911 €	4 082 997 €	-183 705 €	-2 112 422 €	33 394 781 €

3 Evolution des provisions

Les provisions évoluent significativement sous l'effet des corrections apportées en situation nette (+ 5,5 millions €) pour la provision pour litige concernant les dossiers en attente de validation des services auprès de la CNRACL.

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Correction en situation nette	Reprise	Dotation	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Provisions					
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	9 562 368 €	-228 €	-1 295 564 €	3 974 495 €	12 241 031 €
Provisions pour litiges	12 433 972 €	5 580 592 €	-1 973 157 €	4 746 532 €	20 787 940 €
Autres provisions pour risques	302 229 €		-129 742 €	86 914 €	259 400 €
Provision pour risques et charges sur emprunts	1 138 814 €			63 276 €	1 202 090 €
Provisions pour charges de personnel liées au CET PM	14 329 888 €		-2 333 628 €	2 362 681 €	14 356 951 €
Provisions pour charges de personnel liées au CET PNM	2 500 881 €	-21 881 €	-531 652 €	916 731 €	2 864 078 €
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	48 280 €	4 520 813 €	-48 280 €	3 593 000 €	8 113 813 €
Autres provisions pour charges	40 316 432 €	10 079 295 €	-6 312 054 €	16 337 029 €	60 426 703 €
TOTAL PROVISIONS					

Les principales évolutions sur l'exercice 2015 sont les suivantes :

- Les provisions réglementées évoluent en raison de notifications de crédits par l'ARS au cours de l'exercice (+1,5 millions € dédiés au projet de restructuration des urgences pédiatriques, +1,2 millions € dédiés au financement de l'IRM pédiatrique, +0,6 millions € dédié au projet HGE COPERMO et +0,65 million € pour compenser les surcouts des frais financiers de la réhabilitation de l'EHPAD de LORMONT).
 - Les provisions pour litiges enregistrent principalement la reprise de la provision pour sanction constituée pour le contrôle UCR 2013 (-1,1 millions €). Au titre des dotations de l'exercice, +2,3 millions € ont été comptabilisés pour le contentieux SDIS portant sur les carences ambulancières, +0,9 million € pour le redressement résultant du contrôle URSSAF mené en 2015, +0,8 million € concernant la régularisation de la taxe sur les salaires 2014 faisant l'objet d'une réclamation auprès des services fiscaux et +0,2 million € concernant les indus notifiés par les caisses et contestés dans le cadre des programmes de contrôle UCR.
 - Constitution sur l'exercice 2015 de nouvelles provisions : la provision pour gros entretien, qui est constitué par une dotation de 3,5 millions € correspondant à l'annuité de 2015 et par une correction en situation nette de 4,5 millions €. Une provision pour désamiantage (Autres provisions pour charges) a aussi été constituée (+593K€).

❸ Evolution des créances et des dettes

Evolution des créances

	Montant cumulé à la fin de l'opération	Montant cumulé à la fin de l'opération IHU LYRIC.	Correction en cours d'opération	Montant cumulé à la fin de l'opération IHU LYRIC.
1 141 045,77	1 141 045,77	1 141 045,77	0	1 141 045,77

Évaluation des dépréciations de créances fait varier de manière significative l'excédent de l'exercice 2015, principalement du fait de l'intégration d'actifs				
Dépréciations	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montant cumulé à la clôture de l'ex exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en cours	1 013 651 €		1 414 720 €	438 400 €
Clients et comptes rattachés				
Autres actifs				
TOTAL DÉPRÉCIATIONS	1 013 651 €		1 853 120 €	438 400 €
				2 428 371 €
				2 865 771 €

Evolution et structure de la dette financière

Provisions	Montant cumulé à l'ouverture de situation nette	Correction en situation nette	Reprise	Dotation	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
------------	---	-------------------------------	---------	----------	---

	Exercice			
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	9 562 358 €	-228 €	-1 295 594 €	3 974 495 €
Provisions pour litiges	12 433 972 €	5 580 592 €	-1 973 577 €	4 746 532 €
Autres provisions pour risques	302 229 €		-129 742 €	86 914 €
Provision pour risques et charges sur emprunts	1 138 814 €			63 276 €
Provisions pour charges de personnel liées au CET PM	14 329 898 €		-2 333 628 €	2 382 681 €
Provisions pour charges de personnel liées au CET PM	2 500 881 €		-531 652 €	916 731 €
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	4 520 813 €			3 593 000 €
Autres provisions pour charges	48 280 €		-48 280 €	593 400 €
TOTAL PROVISIONS	40 316 432 €	10 079 295 €	- 6 312 054 €	16 337 029 €
				60 420 705 €

Les principales évolutions sur l'exercice 2015 sont les suivantes :

- Les provisions réglementées évoluent en raison de notifications de crédits par l'ARS au cours de l'exercice (+ 1,5 millions € dédiés au projet de restructuration des urgences pédiatriques + 1,2 millions € dédiés au financement de l'IRM négociation + 0,6 millions € dédié au projet HG COPERMO et + 0,65 million € pour

Les provisions pour litiges enregistrent principalement la reprise de la provision pour sanction constituée pour compenser les surcotis des frais financiers de la réhabilitation de l'EHPAD de LORMONT.

- Les provisions pour risques et charges sont présentées au tableau ci-dessous :

Le montant des dotations de l'exercice, + 2,3 millions €, ont été pour le contrôle UCR 2013 (- 1,1 millions €). Au titre des dotations de l'exercice, + 0,9 million € pour le remboursement des carences ambulancières, + 0,8 million € concernant la régularisation de la redressement résultant du contrôle URSSAF mené en 2015, + 0,2 million € taxe sur les salaires 2014 faisant l'objet d'une réclamation auprès des services fiscaux et + 0,2 million € concernant les indus notifiés par les caisses et contestés dans le cadre des programmes de contrôle UCR.

Constitution sur l'exercice 2015 de nouvelles provisions : la provision pour gros entretien, qui est constitué par une dotation de 3,5 millions € correspondant à l'annuité de 2015 et par une correction en situation nette de 4,5 millions €. Une provision pour désamiantage (Autres provisions pour charges) a aussi été constituée (+593K€).

Dépréciations Le nouveau mode d'évaluation des dépréciations de créances fait varier de manière significative le montant de la dépréciation des créances de l'exercice 2015, principalement du fait de l'intégration dans le périmètre des créances de l'exercice.

	TOTAL	SUBVENTIONS	TOTAL	SUBVENTIONS
Départements	141 779 €	-4 712 €	129 039 €	-8 029 €
Autres collectivités et EPL	641 801 €	-4 634 €	888 695 €	-88 396 €
Versement taxe apprentissage	141 437 €		113 905 €	-27 532 €
FME/SPP	1 980 487 €	-11 678 €	2 034 836 €	-531 992 €
MIGAC	17 637 411 €	1 141 046 €	18 162 126 €	-9 130 €
Autres subventions	31 608 911 €	4 082 957 €	33 394 781 €	-184 705 €
				-2 112 422 €

Evolution des provisions					
Provisions	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Correction en situation nette	Reprise	Dotation	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	9 562 358 €	-228 €	-1 295 594 €	3 974 495 €	12 241 031 €
Provisions pour litiges	12 433 972 €	5 580 592 €	-1 973 157 €	4 746 532 €	20 781 940 €
Autres provisions pour risques	302 229 €		-128 742 €	86 914 €	259 400 €
Provision pour risques et charges sur emprunts	1 138 814 €			63 276 €	1 202 090 €
Provisions pour charges de personnel liées au CET PM	14 329 893 €		-2 333 628 €	2 362 881 €	14 358 355 €
Provisions pour charges de personnel liées au CET PMN	2 500 881 €		-21 881 €	-531 652 €	2 864 078 €
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions		4 520 813 €		3 593 000 €	8 113 813 €
Autres provisions pour charges	48 280 €		-48 280 €		593 400 €
TOTAL PROVISIONS	40 316 432 €	10 078 255 €	-6 312 054 €	18 337 029 €	60 420 703 €

Les principales évolutions sur l'exercice 2015 sont les suivantes :

- Les provisions réglementées évoluent en raison de notifications de crédits par l'ARS au cours de l'exercice (+ 1,5 millions € dédiés au projet de restructuration des urgences pédiatriques, + 1,2 millions € dédiés au financement de l'IRBM négociation + 0,6 millions € dédié au projet HGE COPERMO et + 0,65 million € pour

	2013	2014	2015
Durée apparente de la dette (en année) < 10ans	3,83	2,76	3,21
Taux d'indépendance financière < 50%	37,4%	33,7%	36,2%
L'encours de la dette < 30%	13,3%	12,2%	14,2%

- 3.2.1 -

- Tableau des immobilisations (état BI1)
- Tableau des amortissements (état BI2)
- Variation des capitaux propres et des provisions réglementées (état BI3)
- Tableau synthétique des provisions pour risques et charges pour risques et charges et dépréciations (état BI4)
- Tableau synthétique des subventions d'équipement transférables (état BI5)
- Restes à recouvrer amiable et contentieux (état BI6)
- Restes à recouvrer amiable et contentieux, au 31 décembre, sur hospitalisés et consultants (état BI7)
- État de la dette financière à long et moyen terme (état BI8)

Etat B11

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

RUBRIQUES	comptes	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (1)	Augmentations (2)	Diminutions (3)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (4=1+2-3)	solde débiteur
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement	201					
Frais d'études, de recherche et de développement	203	35 741 €	134 706 €	44 679 €	125 768 €	
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	205*	1 295 792 €				1 295 792 €
Autres immobilisations incorporelles	208					
Immobilisations incorporelles en cours	232, 237					
Dont avances et acomptes versées sur commandes d'immobilisations incorporelles	237					
Immobilisations corporelles						
Terrains	211, 212	21 745 255 €	1 216 990 €	20 707 €	22 941 538 €	
Constructions	213, 214	672 128 230 €	43 795 465 €	98 699 973 €	617 223 722 €	
Installations techniques, matériel et outillage industriel	215	222 468 213 €	8 341 908 €	26 447 497 €	204 362 624 €	
Autres immobilisations corporelles	218	96 158 204 €	6 627 423 €	7 507 810 €	95 277 817 €	
Immobilisations reçues en affectation	22 (sauf 229)					
Immobilisations corporelles en cours	231, 235, 238	34 435 113 €	52 965 591 €	42 965 455 €	44 435 249 €	
dont Part investissement- partenariats public-privé	235					
Immobilisations corporelles en cours	238	34 435 113 €	52 965 591 €	42 965 455 €	44 435 249 €	
Immobilisations affectées ou mises à disposition	241-249					
Immobilisations financières						
Participations et créances rattachées à des participations	261, 266, 267	600 616 €	16 200 €		616 816 €	
Autres titres immobilisés	271, 272	878 €			878 €	
Prêts	274				7 708 €	
Autres	273, 275, 276	9 158 €		1 450 €		
TOTAL		1 048 877 198 €	113 098 283 €	175 687 571 €	986 287 910 €	

Etat BI2

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0333018

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX**COMpte FINANCIER 2015****TABLEAU DES AMORTISSEMENTS**

RUBRIQUES	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
	Solde créditeur			Solde créditeur
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de recherche et de développement	3 573,64	21 762,96	12 655,83	12 680,77
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	1 295 618,72	61,00	0,00	1 295 679,72
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles				
Terrains	10 356 387,01	3 208 822,28	0,00	13 565 209,29
Constructions	468 708 663,84	30 869 994,69	110 503 942,82	389 074 715,71
Installations techniques, matériel et outillage industriel	170 432 582,45	12 654 037,55	26 297 449,33	156 789 170,67
Autres immobilisations corporelles	70 273 849,35	7 457 359,40	7 754 116,81	69 977 091,94
Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	721 070 675,01	54 212 037,88	144 568 164,79	630 714 548,10

Etat BI3

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX

COMpte FINANCIER 2015

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

RUBRIQUES	Valeur au début de l'exercice N (avant affectation du résultat de l'exercice N-1)	Valeur à la fin de l'exercice N	Variation à la baisse	Variation à la hausse
Solde créiteur				
Apports	69 686 942,03	69 834 528,16	0,00	147 586,13
Réserves :				
Excédents affectés à l'investissement	122 370 894,57	127 751 741,17	0,00	5 380 846,60
Réserve de trésorerie	47 190 822,76	47 190 822,76		0,00
Réserve de compensation	87 226,54	87 226,54		0,00
Report à nouveau :				
Report à nouveau excéditaire	4 021 525,59	590 048,30	3 431 477,29	0,00
Report à nouveau déficitaire	-41 247 175,07	-51 562 804,64	10 315 629,57	0,00
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-3 342 949,74	-3 654 130,16	311 180,42	0,00
Subventions d'investissement	31 608 910,98	33 394 780,91	0,00	1 785 869,93

Etat BI3



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX

COMPTE FINANCIER 2015

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

RUBRIQUES	Valeur au début de l'exercice N (avant affectation du résultat de l'exercice N-1)	Valeur à la fin de l'exercice N	Variation à la baisse	Variation à la hausse
Solde créiteur				
Provisions réglementées :				
- Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	9 562 358,15	12 241 031,00	0,00	2 678 672,85
- Provisions réglementées pour propre assureur				
- Responsabilités civiles	0,00	0,00		0,00
- Autres	0,00	0,00		0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00		0,00
TOTAL	239 938 555,81	235 873 244,04	14 058 287,28	9 992 975,51
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DE L'ANNÉE	//////////	//////////	4 065 311,77	9 992 975,51

Etat BI4

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

TABLEAU SYNTHETIQUE DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET DES DEPRECATIONS

RUBRIQUES	Montant au début de l'exercice (1) solde créditeur	Dotations de l'exercice (2)	Reprises de l'exercice (3)	Montant à la fin de l'exercice (4=1+2-3) solde créditeur
Provisions pour risques et charges				
C/151 : Provisions pour risques	18 014 364,43 €	4 746 532,32 €	1 973 156,80 €	20 787 939,96 €
C/ 1511 provisions pour litiges	302 228,29 €	86 913,84 €	129 742,21 €	259 399,92 €
C/ 1518 autres provisions pour risques	1 138 813,81 €	63 276,19 €		1 202 090,00 €
C/152 : Provisions pour risques et charges sur emprunts	14 329 897,98 €	2 362 681,27 €	2 333 638,02 €	14 358 951,23 €
C/153 : Provisions pour charges de personnel liées à la mise en œuvre du compte épargne temps (CET)	2 479 000,00 €	916 730,59 €	531 632,39 €	2 864 078,20 €
C/1531 Personnel médical				
C/1532 Personnel non médical				
C/157 : Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	4 520 812,58 €	3 593 000,00 €	48 280,00 €	8 113 812,58 €
C/1572 provisions pour gros entretien ou grandes révisions	48 280,01 €	593 400,00 €		593 400,01 €
C/158 : Autres provisions pour charges				
TOTAL	40 833 597,10 €	12 362 534,21 €	5 016 459,42 €	48 179 671,89 €
 RUBRIQUES				
Dépréciations autre que comptes financiers :				
C/29 : Dépréciation des immobilisations				438 400,00 €
C/ 39 : Dépréciation des stocks et en-cours	1 013 651,25 €	2 417 680,67 €	1 002 960,55 €	2 428 371,37 €
Dépréciation des comptes financiers :				
C/ 59 : Dépréciation des comptes financiers				
TOTAL	1 013 651,25 €	2 856 080,67 €	1 002 960,55 €	2 866 771,37 €

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033018
NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GÉNÉRAL - CHU BORDEAUX

COMpte FINANCIER 2015

TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT TRANSFÉRABLES

RUBRIQUES	Subventions au début de l'exercice	Reprises déjà constatées	Montants perçus dans l'exercice et apurement de la subvention	Reprises de l'exercice et apurement de la subvention	Reste à amortir au 31/12
C/ 1311 Etat et Etablissements Nationaux	5 073 903,00	2 038 845,73	938 000,00	12 379,51	3 960 677,76
C/ 13121 Subv equipt - Ecoles et Inst Form Prof	127 500,00	37 809,14	0,00	13 311,43	76 379,43
C/ 13128 Aures	11 975 140,70	4 033 894,00	960 908,44	958 227,20	7 943 927,94
C/ 1313 Départements	154 518,85	12 739,73	0,00	12 740,52	129 038,60
C/ 1314 Communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
C/ 1315 Autres collectivités et EPL	709 826,00	68 024,98	339 923,59	93 029,26	888 695,35
C/ 13181 Versrs lib-exonération taxe apprentissag	279 329,91	137 892,84	0,00	27 532,34	113 904,73
C/ 13182 FMESPP	3 019 025,29	1 038 537,84	598 119,07	543 670,29	2 034 936,23
C/ 13183 Fonds d'intervention régional (FIR)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
C/ 13187 MIGAC	0,00	0,00	105 000,00	19 905,53	85 094,47
C/ 13188 Autres subventions	18 154 624,98	517 213,49	1 141 045,77	616 330,86	18 162 126,40
TOTAL	39 493 868,73	7 884 957,75	4 082 906,87	2 297 126,94	33 394 780,91

COMpte FINANCIER 2015

RESTES À RECOUVRER AMIABLE ET CONTENTIEUX

	Hospitalisés et consultants	Caisse de Sécurité sociale	Etat	Départements	Autres tiers payants	Autres débiteurs
Amiable	4 250 356,08	55 691 619,58	1 632 776,89	408 731,30	12 318 080,78	6 586 277,18
Contentieux	1 536 590,00	0,00	0,00	0,00	17 417,15	289 775,43
Total	5 786 946,08	55 691 619,58	1 632 776,89	408 731,30	12 335 497,93	6 876 052,61

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GENERAL - CHU BORDEAUX

COMpte FINANCIER 2015

RESTES À RECOUVRER AMIABLE ET CONTENTIEUX, AU 31 DÉCEMBRE, SUR HOSPITALISÉS ET CONSULTANTS

	Moins de Euro	20,00	De 100,00 Euro	20,00 Euro à 100,00 Euro	De 1 000,00 Euro	100,00 Euro à 1 000,00 Euro	Plus de Euro	1 000,00	Total
	Montant		Montant		Montant		Montant		Montant
		Nombre de titres		Nombre de titres		Nombre de titres		Nombre de titres	
Amiable	315 291,92	701 340,04		1 282 757,33		1 950 966,79		4 250 356,08	
	26897	17626		5038		809		50370	
Contentieux	16 639,12	92 991,76		575 936,49		851 022,63		1 536 590,00	
	1434	1960		1907		288		5589	
Total	331 931,04	794 331,80		1 858 693,82		2 801 989,42		5 786 946,08	
	28331	19586		6945		1097		55959	

1 hors pièces de recouvrement égales à 100

2 y compris les pièces de recouvrement égales à 100

Etat B18

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINISS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015**ETAT DE LA DETTE FINANCIERE A LONG ET MOYEN TERME**

COMPTES	Balance de sortie N-1	EXERCICE N		Balance de sortie N
		Masses débitrices	Masses créditrices	
C/163 Emprunts obligataires				
C/1631 Emprunts obligataires remboursables <i>in fine</i>	17 982 142,87 €	5 339 285,71 €	20 000 000,00 €	32 642 857,16 €
C/1632 Opérations sur capital non échu des emprunts obligataires remboursables <i>in fine</i> - anticipation du remb en capital	9 017 857,13 €		5 339 285,71 €	14 357 142,84 €
C/1638 Autres emprunts obligataires				
C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit				
C/1641 Emprunts en euros	103 939 750,90 €	12 495 532,95 €	17 280 000,00 €	108 724 217,95 €
C/1643 Emprunts en devises	- €			- €
C/1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie	6 373 400,00 €	1 112 866,88 €		5 260 533,32 €
C/1645 Remboursements temporaires sur emprunts auprès des établissements de crédit				
C/16451 Remboursements temporaires sur emprunts en euros				
C/16452 Remboursements temporaires sur emprunts en devises				
C/167 Emprunts assortis de conditions particulières				
C/1673 Prêts de l'Etat				
C/1674 Avances remboursables du FMESPP				
C/1675 Dettes - Partenariats public-privé				
C/1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux				
C/1677 Prêts des caisses d'assurance maladie				
C/1678 Autres prêts assortis de conditions particulières				
C/168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)				
TOTAL	137 313 150,90 €	18 947 685,34 €	42 619 285,71 €	160 984 751,27 €

Etat BI8

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015**RECAPITULATIF PAR PRETEUR (hors emprunts obligataires in fine)**

Prêteur	Encours au 31/12
3108296776 CREDIT FONCIER DE FRANCE	16 926 370,35 €
3500783074 BCME	3 333 333,40 €
3501919110 SOCIETE GENERALE	3 750 000,00 €
3503364833 CDC	3 590 212,93 €
3503374679 DEXIA CREDIT LOCAL DE France	1 441 048,12 €
3504021765 LA BANQUE POSTALE	8 833 333,31 €
3505207943 LA BANQUE POSTALE	9 833 333,33 €
3505207964 LA BANQUE POSTALE	7 037 333,34 €
3505213836 BNP PARIBAS	3 416 666,73 €
4101301798 DEXIA CREDIT LOCAL DE France	23 736 671,72 €
410301799 CALYON	3 000 000,00 €
4101301800 CREDIT AGRICOLE	233 978,07 €
4101301801 CAISSE EPARGNE AQUITAIN NORD	5 123 583,68 €
4101301802 CREDIT FONCIER DE France	11 645 552,79 €
4101301803 SOCIETE GENERALE	9 000 000,09 €
410301805 BANQUE NATIONALE DE PARIS	3 083 333,41 €
	113 984 751,27 €

Etat Bil

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015

RECAPITULATIF par ligne obligataire (ventilation du compte 1631)

Ligne	Prêteur	Durée résiduelle	Type d'indexation
EMISSION OBLIGATAIRE n°1		3,39 ans	Fixe
EMISSION OBLIGATAIRE n°2		4,33 ans	Fixe
EMISSION OBLIGATAIRE n°3		7,12 ans	Fixe
EMISSION OBLIGATAIRE n°4		10 ans	Fixe

Etat BI8
 Numéro codique : 33018
 Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU
 RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX
 FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015

PROFIL D'EXTINCTION DE TOUTE LA DETTE FINANCIERE A MOYEN ET LONG TERME EXISTANT AU 31/12/15

Exercice	Remboursement en capital	Capital restant dû
N	13 608 399,59 €	160 984 751,27 €
N+1	13 898 136,06 €	159 395 629,10 €
N+2	13 889 319,93 €	177 683 555,17 €
N+3	15 064 986,35 €	162 618 568,82 €
N+4	26 835 879,30 €	135 782 669,52 €
N+5	18 842 720,63 €	116 939 968,89 €
N+6	12 622 727,66 €	104 317 241,23 €
N+7	11 357 216,82 €	92 960 024,41 €
N+8	19 998 244,83 €	72 961 779,58 €
N+9	8 568 458,95 €	64 393 320,69 €
N+10	26 905 920,17 €	37 487 400,52 €
N+11	6 262 343,74 €	31 225 056,78 €
N+12	5 619 384,60 €	25 605 672,18 €
N+13	5 560 396,79 €	20 045 275,39 €
N+14	3 977 646,46 €	16 067 628,93 €
N+15	3 413 308,21 €	12 654 320,72 €
N+16	2 001 147,52 €	10 653 173,20 €
N+17	1 775 529,00 €	8 877 644,20 €
N+18	1 775 529,00 €	7 102 115,20 €
N+19	1 775 529,00 €	5 326 586,20 €
N+20	1 775 529,00 €	3 551 057,20 €
N+21	1 775 529,00 €	1 775 528,20 €
N+22	1 775 228,20 €	- €
N+23	- €	- €

- 3.2.2 -

Informations complémentaires sur l'état de la dette financière à long et moyen terme (état BI9)

État des participations au 31 décembre de l'exercice (état BI10)

Évaluation et comptabilisation des stocks (état BI11)

Tableau synthétique des valeurs mobilières de placement (état BI12)

CARACTERISTIQUES GENERALES - 1

CARACTERISTIQUES GENERALES A L'ORIGINE DU CONTRAT											
	Nomero de contrat	Etablissement de crédit	Date de signature du contrat (*)	Date de consolidation du prêt (1) (*)	Montant nominal contractuel	Type de taux (F, V ou C) (2)	Formule de calcul du taux d'intérêt initial (3)	Taux d'intérêt initial (4)	Taux actuariel initial (4)	Modalités de remboursement du capital (5)	
C163 Emprunts obligataires					47 000 000,00					Périodicité de remboursement du capital (6)	
C1631 Emprunts obligataires remboursables in fine	28	Emprunt Obligataire	20/05/2009	20/05/2019	47 000 000,00	F - Fixe	TAUX FIXE À 4,315 %	4,38%	AD - Autre	A - Annuel	
	32	Emprunt Obligataire	29/04/2010	29/04/2020	5 000 000,00	F - Fixe	TAUX FIXE À 3,625 %	3,62%	AD - Autre	A - Annuel	
	39	Emprunt Obligataire	14/02/2013	14/02/2023	10 000 000,00	F - Fixe	TAUX FIXE À 3,65 %	3,65%	AD - Autre	A - Annuel	
	44	Emprunt Obligataire	15/12/2015	29/12/2025	20 000 000,00	F - Fixe	TAUX FIXE À 1,75 %	1,75%	AD - Autre	A - Annuel	
C1632 Autres emprunts obligataires					0,00						
C164 Emprunts auprès des établissements de crédit											
C1641 Emprunts en euros	1	Grpue Crédit Agricole	20/12/2006	25/12/2021	258 084 295,59					P - Progressif	
	10	Dexia Crédit Local	16/12/2002	01/03/2016	241 391 595,59	F - fixe	Taux fixe à 3,8 %	3,80%	AD - Autre	EUR	
	11	Dexia Crédit Local	31/01/2003	01/03/2018	500 000,00	F - fixe	Taux fixe 4,33% barrière 7% sur Libor USD 03 M(Postfixé)	4,55%	AD - Autre	EUR	
	13	Dexia Crédit Local	05/06/2006	01/12/2021	13 720 411 541 C - Complex		Taux fixe 4,02% à barrière 5,5% sur Euribor 03 M(Postfixé)	4,02%	AD - Autre	T - Trimestriel	
	15	Dexia Crédit Local	28/08/2007	01/10/2023	8 999 999,98 C - Complex		(Euribor -Floor-0,03 sur Eonia)+0,03	3,04%	AC - Constant	T - Trimestriel	
	16	Dexia Crédit Local	01/10/2007	01/10/2037	10 000 000,00	V - variable	Taux fixe à 4,53 %	4,56%	AC - Constant	T - Trimestriel	
	17	Dexia Crédit Local	02/11/2007	01/11/2022	5 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 1,65 %	4,65%	AD - Autre	AC - Constant	
	18	Grpue Caisse d'Epargne	18/12/2007	18/12/2022	5 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 1,38 %	4,36%	AD - Autre	T - Trimestriel	
	20	Grpue Caisse d'Epargne	31/12/2008	31/12/2023	5 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 3,77 %	4,44%	AD - Autre	P - Progressif	
	21	21-phase 1.1	01/04/2009	01/04/2024	7 000 000,00	C - complexe	Taux fixe à 3,79 %	3,75%	AD - Autre	AC - constant	
	21	21-phase 1.2	24/08/2012	03/04/2024	10 000 000,00	C - complexe	Taux fixe annuelle à 3 % (date d'exercice 01/04/2011)	3,00%	AD - Autre	T - Trimestriel	
	21	21-phase 2	21/04/2008	01/04/2024	5 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 3,28 %	3,26%	AD - Autre	AC - Constant	
	22	Grpue Caisse d'Epargne	23/04/2008	23/04/2020	10 000 000,00	V - variable	Euribor 12 M + 0,05	1,87%	AD - Autre	P - Progressif	
	23	Sociale Générale	08/09/2008	08/09/2028	5 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 3,53 %	4,19%	AD - Autre	A - Annuel	
	24	Dexia Crédit Local	01/09/2009	01/09/2019	5 000 000,00	V - variable	Euribor 3 M + 0,16	3,56%	AD - Autre	A - Annuel	
	25	Credit Foncier d'Espagne	31/12/2008	31/12/2028	10 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 3,5 %	0,96%	AD - Autre	T - Trimestriel	
	26	Sociale Générale	16/02/2009	16/02/2024	5 000 000,00	C - complexe	Taux fixe à 3,28 %	4,50%	AD - Autre	T - Trimestriel	
	27	BNP	31/12/2009	31/12/2024	5 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 1,19 %	4,06%	AD - Autre	AC - Constant	
	30	team	31/12/2009	31/12/2024	5 000 000,00	C - complexe	Taux fixe à 3,53 %	4,19%	AD - Autre	P - Progressif	
	31	31	BNP	10/02/2010	10/02/2030	5 000 000,00	V - variable	Euribor 3 M + 0,16	3,56%	AD - Autre	AC - Constant
	33	33	Groupe Crédit Mutuel	01/12/2010	01/12/2030	5 000 000,00	V - variable	Moyenne de Euribor 03 M + 0,45	1,13%	AD - Autre	T - Trimestriel
	34	34	Dexia Crédit Local	23/11/2011	01/12/2021	2 401 471,00	V - Variable	(Euribor 03 M + 0,865) + Cap 3,5 sur Euribor 03 M	1,14%	AD - Autre	T - Trimestriel
	35	35	BNP	31/12/2009	31/12/2024	5 000 000,00	F - fixe	TAG 03 M + 0,13	1,83%	AD - Autre	AC - Constant
	36	36	Credit Foncier de France	05/09/2011	04/02/2026	5 000 000,00	V - Variable	Euribor 03 M + 0,53	0,73%	AD - Autre	T - Trimestriel
	37	37	Credit Foncier de France	28/09/2011	28/09/2026	5 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 3,72 %	1,46%	AD - Autre	A - Annuel
	38	38	SS - Société Générale	27/02/2012	28/02/2027	5 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 3,91 %	3,97%	AD - Autre	T - Trimestriel
	40	40	CDC	14/01/2013	01/02/2028	4 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 3,92 %	5,05%	AD - Autre	T - Trimestriel
	41	41	La Banque Postale	01/02/2014	01/02/2029	10 000 000,00	V - variable	Euribor 03 M + 1,93	3,96%	AD - Autre	P - Progressif
	42	42	Dexia Crédit Local	03/01/2006	01/04/2020	10 000 000,00	F - fixe	Taux fixe à 3,31 %	2,28%	AD - Autre	AC - Constant
	43	43	CDC	05/12/2013	01/12/2037	32 177 246,00	V - variable	Livra A + 1%	3,72%	AD - Autre	A - Annuel
	45	45	Banque postale	27/02/2015	01/04/2030	7 280 000,00	F - fixe	Taux fixe à 1,5 %	2,25%	AD - Autre	T - Trimestriel
					17/06/2015	01/07/2030	10 000 000,00	F - Fixe	1,51%	AD - Autre	AC - Constant
					16/12/2015	14/03/2031	12 309 140,00	F - Fixe	1,46%	AD - Autre	AC - Constant
							0,00		1,32%	AD - Autre	
C1643 Emprunts en devises											
C1644 Emprunts assortis d'une option de litige sur ligne de trésorerie					16 693 000,00						
	14A	14A	Dexia Crédit Local	01/08/2006	5 000 000,00	F - Fixe	TAUX FIXE À 3,82 %	3,82%	AD - Autre	AC - Constant	T - Trimestriel
	14B	14B	Dexia Crédit Local	01/12/2006	1693 000,00	F - Fixe	TAUX FIXE À 3,86 %	3,86%	AD - Autre	AC - Constant	T - Trimestriel
	12	12	Dexia Crédit Local	30/09/2004	10 000 000,00	F - fixe	TAUX FIXE À 4,11 %	4,11%	AD - Autre	AC - Constant	T - Trimestriel
TOTAL											
					305 084 295,59						

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR L'ETAT DE LA DETTE FINANCIERE À LONG ET MOYEN TERME
CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES - 2

NIVEAU DE RISQUE (Charte "Gisier" avant couverture)	Date de passage en Phase structurée (7)	Date d'échéance de la phase structurée (8)	SI RISQUE >=2A	
			Formule de calcul du taux d'intérêt de la phase structurée	Formule de calcul du taux d'intérêt de la phase structurée (9)
C/163 Emprunts obligataires				
C/1631 Emprunts obligataires remboursables in fine				
2B F - Fixe	1A			
32 F - Fixe	1A			
39 F - Fixe	1A			
44 F - Fixe	1A			
C/1638 Autres emprunts obligataires				
C/164 Emprunts auprès des établissements de crédit				
C/ 1641 Emprunts en euros				
1 F - fixe	1A	16/12/2002	TAUX_FIXE_4,53%_À_BARRIÈRE_-7%_SUR_LIBOR_USD_03_M_(postfixé)	
10 C - Complexe	4B	31/01/2003	TAUX_FIXE_4,03%_À_BARRIÈRE_5,5%_SUR_EURIBOR_03_M_(postfixé)	
11 C - Complexe	1A			
13 V - Variable	1A			
15 F - fixe	1A			
16 F - fixe	1A			
17 F - fixe	1A			
18 F - fixe	1A			
20 F - fixe	1A			
21-phase 1.1 C - complexe	1A	01/04/2009	TAUX_FIXE_-3%_(date exercice 01/04/2011)	
21-phase 1.2 F - fixe	1A			
21-phase 2 V - Variable	1A			
22 F - fixe	1A			
23 C - complexe	2E	08/09/2010	(6,13-6*(Inflation européenne hors tabac ref. quotidienne-Inflation française hors tabac ref. quotidienne)) / 5*Floor 1,1 sur Inflation française hors tabac ref. quotidienne)	
23 C - complexe	2E	08/09/2011	(5,23-6*(Inflation européenne hors tabac ref. quotidienne-Inflation française hors tabac ref. quotidienne)) / 5*Floor 1,1 sur Inflation française hors tabac ref. quotidienne)	
24 V - variable	1A	01/04/2011	4,06-(2*Floor 2,9 sur CMS EUR 30A (Postfixé))	
25 F - fixe	1A			
26 C - complexe	1D			
29 F - fixe	1A			
30 réam V - variable	1A			
31 V - variable	1A			
33 V - variable	1A			
34 V - variable	1A			
35 V - variable	1A			
36 F - fixe	1A			
37 F - fixe	1A			
38 F - fixe	1A			
40 F - fixe	1A			
41 V - variable	1A			
Emprunt BEI F - fixe	1A			
HGE CDC V - variable	1A			
42 F - Fixe	1A			
43 F - Fixe	1A			
45 F - Fixe	1A			
C/1643 Emprunts en devises				
C/ 1644 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie				
14A F - Fixe	1A			
14B F - Fixe	1A			
12 F - Fixe	1A			

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ETAT DE LA DETTE FINANCIERE A LONG ET MOYEN TERME

CARACTERISTIQUES GENERALES - 3

	Annuité de l'exercice	Échéance de l'exercice en capital	Type de taux (F,V ou C) (10)	Formule de calcul du taux d'intérêt (11)	Taux d'intérêt (12)	Taux actuariel	Rémunération anticipée partielle sur l'exercice ? (si oui, indiquer le montant courant)	Valorisation du coût de sortie au 31/12/N (14)	Convenue ? (si oui, indiquer le montant courant)	Capital restant dû au 31/12/N-1	Capital restant dû au 31/12/N	Poids dans total encours
C/163 Emprunts obligataires												
C/1631 Emprunts obligataires remboursables												
28	1 071 250,00	F - fixe	Taux fixe à 4,37% %	4,38%	4,38%			47 000 000,00	27 000 000,00	29,20%	27 000 000,00	29,20%
32	181 250,00	F - fixe	Taux fixe à 3,625 %	3,62%	3,62%			12 000 000,00	12 000 000,00	7,45%	12 000 000,00	7,45%
39	365 000,00	F - fixe	Taux fixe à 3,65 %	3,65%	3,65%			5 000 000,00	5 000 000,00	3,11%	5 000 000,00	3,11%
44		F - fixe						10 000 000,00	10 000 000,00	6,21%	10 000 000,00	6,21%
C/1638 Autres emprunts obligataires												
C/164 Emprunts auprès des établissements												
C/ 1641 Emprunts en euros												
1	1 071 250,00	F - fixe	Taux fixe à 3,8 %	1,04	1,06			10 165 266,42	113 984 751,27	110 313 150,90	10 800,00	10 800,00
10	525 000,00	F - fixe	Taux fixe à 4,37% %	0,96	0,98			9 893 726,04	108 724 217,95	103 939 751,03	67,54%	67,54%
11	181 250,00	F - fixe	Taux fixe à 3,625 %	3,80%	3,80%			14 647,86	233 978,07	258 132,94	0,15%	0,15%
13	34 154,87	F - fixe	Taux fixe à 4,53% % à barrière 7% sur Libor USD 03 M(Postfixé)	4,53%	4,68%				1 294 378,56	1 294 378,56	18,8%	18,8%
15	10 189,05	C - complexe	Taux fixe à 0,21% %	0,21%	0,21%				1 500 000,00	2 166 666,66	0,93%	0,93%
16	41 565,94	V - variable	Euribor 03 M	4,19%	4,32%				3 999 999,88	4 666 666,56	2,48%	2,48%
17	733,30	F - fixe	Taux fixe à 4,19 %	4,58%	4,73%				238 029,74	1 450 000,00	0,90%	0,90%
18	666 666,64	F - fixe	Taux fixe à 4,58 %	4,65%	4,80%				1 409 035,09	3 833 333,24	2,28%	2,28%
20	200 000,00	F - fixe	Taux fixe à 4,65 %	4,38%	4,52%				370 401,68	2 333 333,44	2 666 666,76	1,45%
21-phase 1,1	166 666,68	F - fixe	Taux fixe à 4,38 %	4,37%	4,44%				79 826,65	2 738 352,27	3 065 880,51	1,70%
21-phase 1,2	177 776,38	F - fixe	Taux fixe à 4,37 %	3,79%	3,90%				592 865,90	3 733 333,24	4 199 999,92	2,32%
22	333 333,32	F - fixe	Taux fixe à 3,79 %	3,79%	3,90%				431 319,79	2 814 814,87	3 148 148,15	1,58%
23	112 855,98	F - fixe	Euribor 03 M	3,28%	3,37%				5 078 886,07	5 518 518,53	6 970 888,41	1,96%
24	128 660,20	F - fixe	Taux fixe à 3,79 %	4,19%	4,19%				40 779,63	2 385 231,41	2 806 298,20	1,71%
25	154 623,23	F - fixe	Taux fixe à 3,79 %	4,19%	4,19%					3 250 000,00	3 500 000,00	2,02%
26	296 296,32	V - variable										
27	370 370,36	F - fixe	Taux fixe à 3,28 %	3,28%	3,37%							
28	982 002,34	V - variable	(TAG 06 M+0,08)*Floor -0,08 sur Tag 06 m	4,19%	4,19%							
29	421 066,79	F - fixe	Taux fixe à 4,19 %	4,19%	4,19%							
30 réam	250 000,00	C - complexe	Initiation française hors tabac ref. quotidienne(5-Floor 1,1 sur Inflation française hors tabac ref. quotidienne)	9,86%	10,00%							
31	350 780,21	V - variable	Euribor 03 M + 0,16	0,13%	0,13%							
32	503 562,19	F - fixe	Taux fixe à 4,5 %	4,50%	4,64%							
33	500 000,00	C - complexe	4,06-(2*Floor 2,9 sur CMS EUR 30 A (Postfixé))	6,77%	7,05%							
34	333 333,33	F - fixe	Taux fixe à 3,71 %	3,71%	3,82%							
35	120 652,30	V - variable	Euribor 03 M + 0,75	0,71%	0,72%							
36	333 333,33	V - variable	(Euribor 03 M+0,865)*cap 3,5 sur Euribor 03M	0,43%	0,43%							
37	15 944,17	V - variable	(Euribor 03 M + 0,865) + Cap 3,5 sur Euribor 03 M	0,83%	0,85%							
38	333 333,32	V - variable	3 333 333,40	3 333 333,40	3 666 666,72							
39	240 174,72	V - variable	3 333 333,40	1 441 048,12	1 681 222,84							
40	333 333,32	20 267,11	V - variable	3 333 333,40	3 416 666,73	3 750 000,05						
41	406 708,33	129 484,31	F - fixe	3,72%	3,77%							
42	333 333,33	158 572,22	F - fixe	3,91%	3,97%							
43	333 333,33	204 259,81	F - fixe	5,09%	5,27%							
44	148 922,57	F - fixe	Taux fixe à 3,92 %	3,92%	3,92%							
45	208 832,25	V - variable	Euribor 03 M + 1,93	1,91%	1,95%							
46	666 666,68	F - fixe	Taux fixe à 3,31 %	3,31%	3,31%							
47	666 666,67	132 400,00	F - fixe	1,75%	1,75%							
48	228 260,37	V - variable	Livret A + 1	1,45%	1,46%							
49	166 666,67	36 250,00	F - fixe									
50	81 175,00	F - fixe	Taux fixe à 3,82 %	0,08	0,08							
51	28 862,82	F - fixe	Taux fixe à 3,86 %	3,82%	3,88%							
52	3 533,33	V - variable	Euribor 03 M + 0,07	0,05%	0,05%							
TOTAL	13 608 399,53	4 724 608,45								160 984 751,27	137 313 150,90	100,00%

Etat B19

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015**ETAT DES CREDITS DE TRESORERIE**

Numéro du contrat	Etablissement de crédit	Date d'autorisation de la ligne ou de signature du contrat (*)	Durée du contrat (en mois)	Index disponibles au 31/12/N (1)	Montant max. autorisé au 31/12/N	Encours moyen en N (2)	Montant des intérêts remboursés en n (3)	Encours restant dû au 31/12/N
C/519 Crédits de trésorerie C/51931 Ligne de crédits de trésorerie BNP LT 10M	BNP - BNP BNP LT 10M	13/05/2015	11,97 mois	(Euribor 03M+0,83)-Floor 0 sur EURIBOR 03m		10 000 000,00		

Etat BIG

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ETAT DE LA DETTE FINANCIERE A LONG ET MOYEN TERME
TYPOLOGIE DE L'ENCOURS DE DETTE

Structure	Indices sous-jacents	Indices zone euro (1)	Indice inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices (2)	Ecart d'indices zone euro (3)	Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro (4)	Ecart d'indices hors zone euro (5)	Autres indicies (6)
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe / taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits % de l'encaissement	36 96,63%					
	Montant en euros	179 225 875,00					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits % de l'encaissement					1 0,14%	
	Montant en euros					258 876,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits % de l'encaissement						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 cap	Nombre de produits % de l'encaissement	1 1,48%					
	Montant en euros	2 750 000,00					
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits % de l'encaissement				1 1,75%		
	Montant en euros				3 250 000,00		
(F) Autres types de structures	Nombre de produits % de l'encaissement						
	Montant en euros						

Etat B19
 Numéro codique : 330018
Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU
RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX
FINESS : 330781196

COMPTÉ FINANCIER 2015

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ETAT DE LA DETTE FINANCIERE A LONG ET MOYEN TERME

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE - 1

Emprunt couvert							Instrument de couverture						
Emprunts couverts (pour chaque ligne indiquer le numéro de contrat) (1)	Type de taux (F, V, C) (Contrôle de cohérence)	Capital restant dû au 31/12/N	Formule de calcul du taux d'intérêt (avant couverture) (2)	Niveau de risque selon la charte "Gissler"	Organisme cocontractant	Organisme cocontractant (si "Autres" sélectionné)	Numéro du contrat	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Capital restant dû couvert au 31/12/N	Date de début du contrat (*)	Date de fin du contrat (*)	Niveau de risque selon la charte "Gissler" après couverture
Taux fixe (total)		0,00								0,00			
Taux variable simple (total)													
TOTAL		0,00								0,00			
Taux complexe (total)													
TOTAL		0,00								0,00			
TOTAL		0,00								0,00			

1 : classer les emprunts selon le type de taux avant opération de couverture

2 : pour la dernière échéance payée sur l'exercice, indiquer la formule de calcul du taux d'intérêt lorsque celui-ci est complexe, sinon la référence fixe ou variable du taux d'intérêt

3 : indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swapion)

Etat B19

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ETAT DE LA DETTE FINANCIERE A LONG ET MOYEN TERME
DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE - 2

	Instrument de couverture (swap de taux)					Instrument de couverture (option)					
	Taux payé	Formule de calcul du taux d'intérêt (3)	Taux d'intérêt (4)	Montant des intérêts payés sur l'exercice	Formule de calcul du taux d'intérêt (2)	Taux d'intérêt (3)	Taux reçu	Niveau de l'option (en taux)	Montant des intérêts reçus sur l'exercice	Primes reçues payées	
Emprunts couverts (pour chaque ligne indiquer le numéro de contrat) (1)											
Taux fixe (total)											
TOTAL				0,00					0,00		
Taux variable simple (total)											
TOTAL				0,00					0,00		
Taux complexe (total)											
TOTAL				0,00					0,00		
	TOTAL			0,00					0,00		

Informations complémentaires sur l'état de la dette financière à long et moyen terme

Emprunts refinancés ou renégociés au cours de l'année N

N°du contrat d'emprunt initial	Date de signature du contrat initial (*)	Organisme prêteur du contrat initial	N°du contrat refinancé	Date du refinancement / renégociation (*)	Date de la 1ère échéance du prêt refinancé/rencogié (*)	Organisme prêteur du contrat refinancé	Organisme prêteur du contrat refinancé/rencogié (*)	Durée résiduelle en années (1)	Organisme prêteur du refinancement (si "Autres" sélectionné)	Contrat refinancé/renégocié	Taux (2)			Capital restant dû à date de refinancement (5)	Profil d'amortissement (6)	Pénalité de sortie payées	
											Contrat initial	Contrat refinancé/renégocié	Taux (2)				
21-phase 2	21/04/2008	Groupe Caisse d'Epargne		11/03/2015		Groupe Caisse d'Epargne		15	15	V	Euromor 12M + 0,05%	1A	V	TAG 6M + 0,08%	1A	5 978 886,07	5 978 886,07
TOTAL																5 978 886,07	5 978 886,07

Selon la nomenclature comptable M21, on appelle opération de refinancement de la dette, le remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt, auprès d'un même ou d'un autre établissement.

Il y a "novation" de contrat. Dans une opération de renégociation, par différence avec celle de refinancement, il n'y a pas de nouveau contrat mais ayant au contrat initial pour tenir compte de simples modifications des caractéristiques du prêt.

Estat B19

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ETAT DE LA DETTE FINANCIERE A LONG ET MOYEN TERMES
ECHEANCIER FLUX DE TRESORERIE

Catégories d'emprunts	Echéancier					Total
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
Emprunts non structurés (côtes 1A)						
- capital	12 496 276,57	12 551 172,03	12 108 012,58	23 868 810,46	15 865 423,50	77 836 180,40
- intérêts	4 411 307,32	4 062 678,05	3 975 653,72	3 772 636,46	3 000 988,00	14 594 783,24
Emprunts structurés-risque limité (côtes 1B,2B,2A,3A,3B et 3C)						
- capital						0,00
- intérêts						0,00
Emprunts structurés-risque élevé (non cités ci-dessus)						
- capital	842 208,98	583 333,32	583 333,32	583 333,32	3 083 333,47	6 258 875,73
- intérêts	541 447,20	460 644,26	361 384,06	301 522,92	239 981,81	559 450,26
Emprunts "hors charte Gissler" (6F)						
- capital						0,00
- intérêts						0,00
TOTAL TOUTES CATEGORIES	13 338 485,55	13 134 505,35	12 691 345,90	24 452 143,78	16 448 756,82	80 919 513,87
- capital	4 952 754,52	4 523 322,31	4 337 037,78	4 074 159,38	3 240 969,81	15 154 233,50
- intérêts						36 282 477,30

COMPTÉ FINANCIER 2015

ETAT DES PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE DE L'EXERCICE

Etat B11

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015**EVALUATION ET COMPTABILISATION DES STOCKS**

Compte CRPP	Nature des stocks et des en-cours	(a)	(b)	Ajustement des dépréciations		
				Stock initial au 01/01/2015	Stock final au 31/12/2015	Niveau initial des dépréciations au 01/01/n (c)
C/31	Matières premières et fournitures			8 539 260,96 €	8 277 579,50 €	
C/32	Autres approvisionnements			6 872 164,26 €	6 701 397,53 €	
	<i>dont C/321 Produits pharmaceutiques et produits à usage médical</i>					
C/33	En-cours de production de biens			7 750,25 €	15 084,11 €	
C/35	Stocks de produits			3 670,75 €	27 758,48 €	
C/37	Stocks de marchandises			3 472 102,19 €	3 715 518,86 €	
C/38	Autres stocks					
	TOTAL			12 022 784,15 €	12 035 940,95 €	

Il s'agit des comptes de stocks et en-cours (classe 3) du compte de résultat principal

Etat BI12

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMpte FINANCIER 2015

DETAIL ET EVALUATION DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Compte	Situation des valeurs mobilières de placement	Montant à l'ouverture de l'exercice n	(a)	(b)	Ajustement des dépréciations			
					Niveau initial des dépréciations au 01/01/n (c)	Reprises des dépréciations existantes (d)	Dépréciations nécessaires au 31/12/N (e)	Niveau final des dépréciations au 31/12/n (f=(c+e)-d)
C/506	Obligations							
C/507	Bons du Trésor							
C/508	Autres valeurs mobilières et créances assimilées	2 675 958,00 €	2 675 958,00 €					
	TOTAL	2 675 958,00 €	2 675 958,00 €					

- 3.3 -

NOTE RELATIVE AU COMPTE DE RESULTAT

- 3.3.1 -

Eléments significatifs explicitant les comptes (état CR1)

Etat CR1

Numéro codique : 33018
 Nom du poste comptable : TRÉSORERIE BORDEAUX CHU
RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX
 FINESS : 330781196

COMPTES FINANCIERS

NOTES RELATIVES AUX COMPTES DE RÉSULTAT (CR1)

Résultat d'exploitation

Les produits d'exploitation augmentent (+ 2,5 M€) sous l'effet des produits de l'activité hospitalière (+ 24,5 M€, dont +13,5 M€ de dotations MERRI et + 7,1 M€ sur l'activité T2A). Dans le même temps, les charges d'exploitation n'évoluent que de + 1,4 M€, bonifiant le résultat d'exploitation par rapport à 2014, de + 358 429 € contre - 772 553 € en 2014.

	EXERCICE 2015	EXERCICE 2014	Evolution en valeur	Evolution en %
Ventes de marchandises	74 339 331 €	87 428 313 €	-12 988 982 €	-15%
Production vendue	44 248 879 €	41 741 559 €	2 507 320 €	6%
Production stockée	31 422 €	2 982 €	28 439 €	961%
Produits de l'activité hospitalière	905 217 645 €	880 650 399 €	24 567 246 €	3%
Subventions d'exploitation et participations	51 856 693 €	56 246 365 €	-4 390 267 €	-8%
Reprises sur amortissements, dépréciations et participations	6 019 420 €	6 788 488 €	-767 068 €	-11%
Autres produits de gestion courante	12 558 520 €	19 072 788 €	-6 414 268 €	-34%
Total des produits d'exploitation	1 094 471 315 €	1 094 928 874 €	2 542 440 €	0%
Achats de marchandises	72 752 340 €	88 078 387 €	-13 326 047 €	-15%
Variation de stock de marchandises	-245 417 €	-1 103 201 €	859 784 €	-78%
Achat/s stock/autres approvisionnements	106 231 993 €	104 142 035 €	2 089 959 €	2%
Variation de stock autres approvisionnements	261 681 €	-1 746 868 €	2 008 549 €	-115%
Achats non stockés - matières premières et fournitures	122 122 856 €	119 508 230 €	2 614 626 €	2%
Services extérieurs et autres services extérieurs	60 919 342 €	60 376 307 €	543 035 €	1%
Impôts et taxes sur rentournements	59 802 724 €	62 505 197 €	-2 702 473 €	-4%
Impôts taxes et versements assimilés	55 775 €	56 986 €	-1 211 €	-2%
Rémunerations et autres charges de personnel	439 978 727 €	435 102 625 €	4 876 102 €	1%
Charges sociales	165 753 114 €	163 425 374 €	2 327 740 €	1%
Dotations aux amortissements sur immobilisation	44 365 170 €	43 974 502 €	390 668 €	1%
Dépréciation sur actif circulant	2 417 881 €	2 417 681 €	20 €	0%
Dotations aux amortissements pour risques et charges	12 259 258 €	18 281 031 €	-5 981 773 €	-33%
Autres charges de gestion courante	7 395 642 €	2 100 823 €	5 294 818 €	252%
Total des charges d'exploitation	1 094 112 885 €	1 092 701 427 €	1 411 458 €	0%
RESULTAT D'EXPLOITATION	358 429 €	-772 553 €	1 130 982 €	-145%

Résultat financier

Le résultat financier se détériore (de - 4,99 M€ à - 5,4 M€) sous l'effet de la mise en place de la dépréciation de la participation du CHU au GIE ACCELERANCE, non compensé par la baisse de la charge d'intérêt.

	EXERCICE 2015	EXERCICE 2014	Evolution en valeur	Evolution en %
Gains de change	1 320 €	1 320 €	1 320 €	1 246%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			11 523 €	-100%
Total des produits financiers	1 320 €	1 320 €	1 222 €	-88%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	710 010 €	710 010 €	208 333 €	241%
Intérêts et charges assimilées	4 700 704 €	4 700 704 €	501 676 €	-96 220 €
Total des charges financières	5 410 714 €	5 005 258 €	405 456 €	8%
RESULTAT FINANCIER	-5 408 394 €	-4 993 637 €	-45 738 €	8%

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se dégrade d 1 M€, sous l'effet des charges aux dotations aux provisions réglementées, compensées par les produits des opérations de gestion courante (légularisation 2014 de l'audit fiscal et social) et des opérations en capital (ventes d'immeuble et terrain et quote-part de subvention d'investissement virée au résultat). Ce poste est impacté du transfert des reversements des MERRI à des tiers (c/67), dorénavant comptabilisés en exploitation (c/65).

	EXERCICE 2015	EXERCICE 2014	Evolution en valeur	Evolution en %
Produits sur opération de gestion exercice courant	6 654 300 €	10 309 717 €	-3 655 416 €	-35%
Produits sur opération de gestion exercices antérieurs	7 744 138 €	4 679 380 €	3 064 757 €	65%
Produits sur opérations en capital	2 851 517 €	1 640 004 €	1 211 513 €	74%
Reprises sur les provisions réglementées	1 255 594 €	1 979 447 €	-683 853 €	-35%
Total des produits exceptionnels	18 545 549 €	18 608 548 €	-62 999 €	0%
Charges sur opération de gestion exercice courant	2 006 432 €	7 237 889 €	-5 231 458 €	-72%
Charges sur opération de gestion exercices antérieurs	10 932 679 €	7 940 364 €	2 992 315 €	38%
Charges sur opérations en capital	235 108 €	580 832 €	-345 724 €	-60%
Dotations aux provisions réglementées	3 974 495 €	4 26 220 €	3 548 275 €	832%
Total des charges exceptionnelles	17 148 714 €	16 185 306 €	963 408 €	6%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 356 855 €	2 423 242 €	-1 026 407 €	-42%

Résultat net

	TOTAL DES PRODUITS	TOTAL DES CHARGES	EXCÉDENT OU DEFICIT
	1 113 018 183,08	1 116 672 313,24	-3 654 130 €
	1 246 139,84	1 280 322,26	-33 182 €
	0,2%	0,2%	9%

- 3.3.2 -

Etat synthétique des subventions d'exploitation et des contributions accordées par l'établissement (état CR2)
Détail des produits de l'activité hospitalière (état CR3)

ÉTAT SYNTHÉTIQUE DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION ET DES CONTRIBUTIONS ACCORDÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

RUBRIQUES	Montant exercice N
C/ 652 Contributions aux GCS et CHT	136 437,22
C/ 657 Subventions	5 817 322,45
Dont 6571: Subventions aux associations participant à la vie sociale des usagers	30 000,00
Dont 6578: Autres subventions	5 787 322,45
TOTAL	5 953 759,67

État CP3

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABILE : 033018

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. BORDEAUX CHU

ÉTABLISSEMENT : BUDGET GÉNÉRAL - CHU BORDEAUX

COMPTÉ FINANCIER 2015

COMpte DE RÉSULTAT PRéVISIONNEL PRINCIPAL

BRÉTAIL DES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ HOSPITALIÈRE

COMpte FINANCIER 2015

- 3.4 -

AUTRES INFORMATIONS

État des engagements hors bilan autres que les instruments de couverture de la dette à long terme (état AII)

Honoraires du commissaire aux comptes (état AI2)

Tableau synthétique des effectifs (état AI3)

Événements significatifs postérieurs à la clôture (état AI4)

Information sur les aspects environnementaux (état AI5)

Etat A1

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTÉ FINANCIER 2015

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN
AUTRES QUE LES INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE LA DETTE A LONG TERME

Raison sociale du cocontractant	Nature du contrat	Date du contrat	Durée du contrat	Redevances payées		Redevances restant à payer selon échéances			Prix d'achat résiduel
				de l'exercice	cumulées	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans	
DE LAGE LANDEN LEASING	Crédit Bail TEP SCAN	29/06/2012	5 ans	118 485,44 €	354 666,42 €	118 485,44 €	- €	- €	1 594,14 €
DE LAGE LANDEN LEASING	Crédit Bail TEP SCAN	28/09/2012	3 ans	32 830,28 €	57 343,55 €	32 647,36 €	- €	- €	1 640,60 €
SIEMENS FINANCIAL SERVICES	Credit Bail Spectromètre	21/12/2012	4 ans	50 892,44 €	76 885,29 €	51 056,40 €	25 470,76 €	- €	1 813,92 €
LA BANQUE POSTALE	Credit Bail équipement SSR	21/02/2014	3 ans	30 276,38 €	30 276,38 €	30 276,38 €	- €	- €	2 162,16 €
DE LAGE LANDEN LEASING	Crédit Bail Ambulance	10/09/2015	3 ans			43 223,59 €	86 447,18 €		
	Total			232 484,54 €	519 171,64 €	275 689,17 €	111 917,94 €	- €	7 210,82 €

Etat A12

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du cabinet DELOITTE au titre de l'exercice clos le 31/12/15 s'élèvent à 238 824 € TTC

TABLEAU SYNTHETIQUE DES EFFECTIFS

	ETP moyens rémunérés au 31/12/n	Compte de résultat principal	Compte de résultat annexe B	Compte de résultat annexe E	Compte de résultat annexe P	Compte de résultat annexe C	Compte de résultat annexe A
	H-U titulaires	278,71					
	PH temps plein	430,80	0,50		2,00		
	PH temps partiel	21,82					
	Praticiens contractuels renouvelables de droit	64,95			1,13		
	Sous-total	796,28	0,50		3,13		
Personnel médical	H-U temporaires	199,53					
	Praticiens contractuels sans renouvellement de droit	161,98	2,67	2,50	0,33		
	Internes	1 072,01					
	Etudiants	1 765,55					
	Sous-total	3 199,07	2,67	2,50	0,33		
	Total Personnel médical	3 995,34	3,17	2,50	3,47		
	Personnels administratifs	925,07	1,64	2,62	2,38	29,17	
	Dont personnels de direction	33,29				6,63	
	Personnels des services de soins	6 534,63	82,49	85,01	1,03	77,46	
	Personnels éducatifs et sociaux	60,18	2,71	1,66	3,56	9,95	
	Personnels médico-techniques	634,27				6,00	
	Personnels techniques et ouvriers	1 090,70	1,66	2,00		1,75	
	Sous-total	9 244,90	88,50	91,29	6,96	124,33	
	Personnels administratifs	130,57			0,05	2,13	
	Personnels des services de soins	396,72	12,61	3,55			
	Personnels éducatifs et sociaux	3,22	3,16	0,77	4,69	3,07	
	Personnels médico-techniques	41,03					
	Personnels techniques et ouvriers	302,28					
	Sous-total	873,82	15,77	4,32	4,74	5,21	
	CDD	786,53	10,57	17,73	3,70	1,25	
	Contrats soumis à disposition particulière	16,46		1,00		0,08	
	Apprentis	1,85					
	Sous-total	804,89	10,57	18,73	3,70	1,33	
Personnel non médical	Contrats à durée indéterminée						
	Contrats à durée déterminée et autres						
	Total Personnel non médical	10 923,61	114,84	114,34	15,40	130,87	
	TOTAL Personnel médical + Personnel non médical	14 918,95	118,01	116,84	18,87	130,87	
	Totaux						
	ETP moyens rémunérés au 31/12/n	Compte de résultat principal	Compte de résultat annexe B	Compte de résultat annexe E	Compte de résultat annexe P	Compte de résultat annexe C	Compte de résultat annexe A
	Personnel médical	3 995,34	3,17	2,50	3,47		
	Personnel non médical - Titulaires et stagiaires	9 244,90	88,50	91,29	6,96	124,33	
	Personnel non médical - Contrats à durée indéterminée	873,82	15,77	4,32	4,74	5,21	
	Personnel non médical - Contrats à durée déterminée et autres	804,89	10,57	18,73	3,70	1,33	
	Total	14 918,95	118,01	116,84	18,87	130,87	

Etat A4

Numéro codique : 33018

Nom du poste comptable : TRESORERIE BORDEAUX CHU

RAISON SOCIALE : CHU HOPITAUX DE BORDEAUX

FINESS : 330781196

COMPTE FINANCIER 2015

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SIGNIFICATIFS

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Par un arrêt rendu le 12 février 2016 (Arrêt n°382074), le conseil d'État a confirmé l'analyse de la CAA de Bordeaux (Arrêt 12BX03243) dans le litige opposant certains établissements publics de santé et la CNRACL au sujet des contributions rétroactives de validation des années d'études des sages-femmes et infirmiers.

Par conséquent, les établissements, comme le CHU de Bordeaux, qui avaient comptabilisé une provision pour litiges dans le cadre de ce contentieux ont dû procéder à une reprise de 413 497 € touchant la situation nette au 31/12/2015.

INFORMATION SUR LES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX (A15)

❶ Description de la nature des passifs environnementaux d'importance significative

Il n'y a pas de passifs environnementaux d'importance significative à signaler pour l'année 2015.

❷ Montant des dépenses environnementales significatives

Maitrise des consommations et production d'énergies renouvelables

L'énergie est un poste important de consommation et de dépense pour le CHU de Bordeaux. Pour des raisons environnementales et économiques, il est nécessaire de maîtriser ces consommations et développer la part d'approvisionnement en énergies renouvelables.

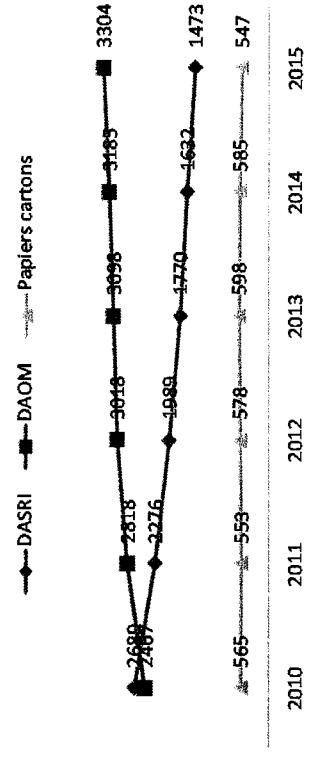
Sur l'exercice 2015, des travaux pour un montant total de 249 742 € ont contribué à la limitation du risque énergie :

- Raccordement à la chaudière biomasse Charles PERRENS pour 59 448 € ;
- Amélioration des performances du réseau d'eau chaude sanitaire pour 18 018,16 € ;
- Amélioration de la performance du système de traitement d'air pour 100 701,48 € ;
- Réfection du réseau de chaleur sur le GH Sud pour 64 410,77 € ;
- Réfection des sous stations de distribution de chaleur 7 163,94 €.

Protection de l'environnement

En 2015, le diagnostic déchet cofinancé par l'ADEME a été soldé. Ce diagnostic a permis d'accompagner la structuration des filières de tri, avec des résultats très intéressants sur la performance du tri entre la filière DASRI (déchets d'activité de soins à risques infectieux) et la filière ordure ménagère (DAOM).

Evolution des quantités de déchets par filière (en tonnes)



L'animation du plan de déplacement administration se poursuit avec la prolongation de la mission de conseil en mobilité financé dans le cadre d'une nouvelle convention sur la période 2015-2018. Un des objectifs poursuivis est la diminution de l'usage de la voiture individuelle au profit des modes alternatifs (transports en commun, vélo, marche). Le solde de la précédente convention ADEME/FEDER a été versé en 2015.